

bimensuel

n° 24

30 mars 1978

5f/F.35f/B. 3f/S.

USA: le défi des mineurs

INPRECOR

INTERCONTINENTAL PRESS



FRANCE: LE PRIX DE LA DIVISION

LE CHANGEMENT DEMO

INPRECOR

INTERCONTINENTAL PRESS

Abonnement
UN an
25 numéros



TARIFS

100FF, 50 FS, 700 FB, 20 dollars Can.
 Par avion, USA et Canada :
 30 dollars par an.
 Pour les autres pays écrire à la
 rédaction
 Versement : libeller les chèques au
 nom de Pascal Henri et les envoyer à
 « Inprecor ».



Découper ce bulletin et le retourner à Inprecor
 accompagné d'un chèque.
 Boîte postale 57, 93 101 Montreuil/Cedex - France.

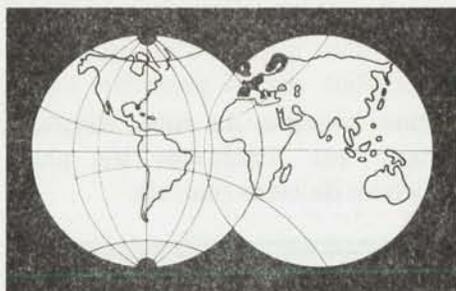
Sommaire

page	3	FRANCE Le prix de la division Jean-Claude Bernard
page	8	IRLANDE L'opinion publique amorce un mouvement à gauche Gerry Foley (deuxième partie)
page	13	YUGOSLAVIE Le nouveau système d'autogestion Catherine Verla
page	20	ETATS-UNIS Les mineurs défient les patrons et la Maison-Blanche Matilde Zimmermann
page	25	« Tous derrière les mineurs » Déclaration du SWP
page	27	FEMMES La lutte dans les entreprises Jacqueline Heinen
page	31	ISRAEL Note - « Inprecor-Intercontinental Press » autorisé dans les prisons sionistes
page	32	MOYEN-ORIENT Israël sème la terreur au Liban Déclaration du SU de la IVE Internationale

NOM
 PRENOM
 ADRESSE

 PAYS

Inprecor, Boîte postale 57, 93 101 Montreuil/Cedex France
 Directeur de publication : Jean-François Godchau
 Imprimé par Rotographie (Montreuil). Tél : 808 23.28. Commission paritaire n. 59 117
 Les articles signés ne représentent pas nécessairement le point de vue de la rédaction. Les
 articles non signés expriment les positions du Secrétariat unifié de la IVE Internationale.



France

Le prix de la division

*La bataille pour les revendications
et l'unité de la classe ouvrière autour de ses organisations
politiques et syndicales est du domaine de l'agitation immédiate.
L'explication du nécessaire débouché politique est, dès maintenant indispensable
parce que les travailleurs n'ont pas réellement été défaits à la suite
de l'échec électoral de leurs partis et qu'ils ont toujours la force
de renverser le gouvernement.*

Jean-Claude BERNARD

Les élections législatives françaises de mars 1978 ont abouti au maintien d'une majorité favorable à la politique qu'appliquent les gouvernements de la Ve République depuis 20 ans. Il y a un an, ce résultat apparaissait très improbable, même aux yeux des observateurs bourgeois. En fait depuis la signature du Programme commun en 1972 entre le Parti communiste, le Parti socialiste et le petit parti bourgeois du Mouvement des radicaux de gauche, les organisations ouvrières n'ont cessé de progresser électoralement. Après avoir perdu les élections législatives de 1973 et échoué de moins de 1% lors de l'élection présidentielle de 1974, l'Union de la gauche avait remporté les élections cantonales de 1976 et les élections municipales de 1977.

LES RESULTATS DES ELECTIONS

Le premier tour des élections législatives a confirmé cette progression. Pour la première fois depuis 1946, dans ce type d'élections, les organisations ouvrières ont approché la majorité absolue. Elles ont obtenu le pourcentage le plus élevé de toute l'histoire des républiques bourgeoises françaises. Les résultats globaux indiquent, à l'intérieur des organisations ouvrières, une radicalisation limitée mais réelle à gauche. L'extrême-gauche, qui se présentait divisée entre le PSU, Lutte ouvrière et la Ligue communiste révolutionnaire, qui avait conclu un accord de répartition des cir-

conscriptions avec l'OCT et les CCA, a atteint 3,3% des voix. Ce chiffre est identique à celui de 1973 mais, à cette époque, le PSU était animé par une direction dont la majorité des membres a rejoint le Parti socialiste. Le Parti communiste a obtenu 20,6% des voix, perdant moins de 1% des voix par rapport à 1973, tout en menant, dans une situation de division, une campagne électorale contre l'austérité de droite et de gauche. Le Parti socialiste est le parti qui progresse le plus, de 3,7% par rapport à 1973, mais il s'agit d'un progrès inférieur aux pronostics et à ses propres résultats obtenus depuis trois ans.

Le premier tour des élections législatives a confirmé que la base sociale du gouvernement était minoritaire dans le pays. Mais ces résultats constituèrent une grande surprise car chacun s'attendait à une progression encore plus forte des organisations ouvrières. Selon la plupart des prévisions, elle devait dépasser la barre des 52% qui est le seuil à partir duquel le mode de scrutin en vigueur permettait d'aboutir à une majorité en sièges à l'Assemblée nationale. En effet, le découpage des circonscriptions n'a presque pas été modifié depuis 20 ans malgré les importantes transformations sociales qui diminuent la part des agriculteurs et accroissent la part des salariés urbains dans la population active. Un véritable racket des voix des Français résidant à l'étranger a été organisé par

le gouvernement afin d'inverser les résultats dans les circonscriptions les plus menacées par le PC et le PS.

Dans ces conditions, les résultats du 1er tour, malgré le désaveu infligé au régime de Giscard, laissent prévoir une défaite électorale au second tour si la situation politique demeurait en l'état.

L'ESPOIR TRAHI

L'immense majorité de la classe ouvrière croyait en une victoire électorale de ses organisations. Cet espoir a été trahi par les directions du Parti communiste et du Parti socialiste qui se sont entre-déchirées pendant les six mois précédant les élections au lieu de concentrer leurs forces contre la bourgeoisie. La division entre le PC et le PS a joué dès le premier tour. A partir du moment où le PC ou le PS n'offraient plus de solution politique, les éléments hésitants de la petite bourgeoisie et des couches les moins avancées de la classe ouvrière ont reporté leurs voix sur la coalition de la droite. C'est cela qui explique la progression, plus faible que prévue, du PS. Celui-ci semble avoir perdu, dans les deux semaines qui ont précédé le 1er tour des élections, 2 à 3% de l'électorat.

Le 2ème tour a amplifié ce mouvement. Certes, l'Union de la gauche a bâclé un accord politique dont le seul objectif était la sauvegarde des groupes parlementaires du PC et du PS. Cet accord oubliait

toutes les divergences passées et aurait pu être signé avant la rupture de septembre 77. Mais ni le PC, ni le PS n'ont fait réellement campagne entre les deux tours. Rien n'a été fait par les directions de ces deux partis pour relancer la moind-

re dynamique unitaire. Des consignes ont été données par les directions des deux principales centrales syndicales, la CGT et la CFDT, pour qu'il n'y ait pas d'appels intersyndicaux unitaires à voter pour les organisations ouvrières.

L'hebdomadaire de la CGT, diffusé à plus d'un million d'exemplaires, ne donnait sur sa première page aucune consigne de vote, contrairement aux habitudes les plus anciennes de cette centrale.

LES RÉSULTATS DU PREMIER TOUR

Pour le premier tour, les chiffres globaux fournis par le ministère de l'Intérieur indiquent : 48,34% des voix pour l'ensemble des candidats soutenant le gouvernement et ceux de l'extrême-droite.

2,14% pour les écologistes;

2,11% pour le Mouvement des radicaux de gauche (MRG);

1,1% pour des candidats classés divers opposition de gauche;

46,45% pour les organisations ouvrières (PC, PS, extrême-gauche).

Ce décompte ne rend pas compte du fait que l'essentiel des voix obtenues par les radicaux de gauche l'a été dans des circonscriptions où le PS ne présentait pas de candidat et appelait à voter « radical ». Sauf exception, la consigne du PS a été assez suivie, ce qui veut dire que la nature des voix qui se sont portées sur le MRG n'est pas qualitativement différente de celle des voix qui se sont portées sur le PS. De même, le 1,1% de divers opposition de gauche est très composite puisqu'il regroupe les gaullistes de gauche en déroute, pour lesquels le PC a appelé à voter dans deux circonscriptions et quelques candidatures indépendantes soutenues par le PC, le PS ou l'extrême-gauche. En conséquence, au-delà des manipulations statistiques du ministère de l'Intérieur et des opérations politiques menées par le PC ou le PS, qui ont conduit des électeurs « ouvriers » à voter pour des candidats bourgeois, on peut estimer à plus de 49% le pourcentage de voix « ouvrières » lors du premier tour des élections législatives.

Un tel chiffre n'avait jamais été atteint au cours de la Ve République. C'est le pourcentage le plus élevé observé dans l'histoire des républiques bourgeoises.

Le maximum avait, auparavant, été atteint en 1946, aux lendemains de la deuxième guerre mondiale.

Dans la région parisienne, aucun meeting central n'a été organisé ni unitairement, ni par l'une des grandes organisations ouvrières. La seule réunion parisienne a été celle de la LCR qui avait concentré ses efforts militants pour appeler à voter pour les seuls candidats du PC et du PS.

Cette absence de campagne unitaire et la conclusion d'un accord politique, qui est apparu comme une véritable mascarade de l'Union de la gauche, ont permis à la droite de reprendre l'initiative. Le gouvernement a martelé pendant une semaine pour créer une véritable hystérie anticommuniste et a tenté de rassembler, en position de force, la France de la peur. Cela a réussi aux partis bourgeois.

Non seulement la coalition sortante l'emporte de 100 sièges à l'Assemblée nationale composée de 490 députés, mais alors qu'elle était minoritaire au soir du 1er tour, elle a franchi le cap de la majorité absolue lors du deuxième tour. Cette inversion des tendances entre les deux tours est due au vote de 800 000 abstentionnistes du 1er tour qui se sont déplacés pour voter pour la droite. Elle est aussi la conséquence

d'un mauvais report des voix en faveur du candidat de gauche le mieux placé. C'est le fruit amer de six mois de division.

Nous sommes depuis 1968 en Europe, et en particulier en France, dans une période d'équilibre instable entre les classes. Au cours de cette période prolongée, ni la classe ouvrière, ni la bourgeoisie n'ont remporté de succès décisifs. Au travers de poussées et de reculs, la classe ouvrière renforce sa combativité et sa politisation. La croissance des organisations ouvrières du PC et du PS se combine avec le développement du mouvement syndical qui connaît des débats de plus en plus avancés et avec l'enracinement croissant de l'extrême-gauche révolutionnaire, encore très minoritaire, dans la classe ouvrière. L'ampleur de la crise économique et l'émergence de la crise des rapports sociaux concourent à recomposer un mouvement ouvrier encore sous la domination politique du réformisme.

Sa démoralisation temporaire, consécutive à l'échec électoral du PC et du PS, est à la mesure de l'espoir et des illusions qui portaient la classe ouvrière française à atten-

dre une victoire électorale de ces partis. Quelles que soient les arrière-pensées des directions du PC et du PS, cet échec électoral est une grave défaite politique de ces deux partis.

La situation politique française était dominée depuis cinq ans par le débouché politique offert par le PC et le PS grâce à l'Union de la gauche qui postulait à la gestion de l'Etat bourgeois. Ni le PC ni le PS ne peuvent avancer momentanément la perspective d'un « bon Programme commun » : sur le plan politique, cette absence momentanée de débouché crée une nouvelle situation dans le cadre de la perpétuation du même équilibre instable entre les classes.

LA CRISE DE DIRECTION DE LA BOURGEOISIE

Toute la presse clame que Giscard est le seul vainqueur de ces élections. C'est vite oublier le désaveu qu'ont infligé quinze millions d'électeurs et d'électrices à la politique du gouvernement et ne pas considérer que la base sociale du régime s'est encore rétrécie. Le gouvernement de Giscard, dans une si-

tuation précaire, ne peut qu'appliquer une politique d'austérité en raison des exigences de la crise économique qui continue de frapper les pays capitalistes européens. L'élargissement de sa base sociale est donc une nécessité impérieuse pour la bourgeoisie qui continue d'être divisée entre deux fractions principales. Le parti gaulliste, qui s'est présenté aux élections sous le sigle du RPR (Rassemblement pour la République), a remarquablement maintenu ses positions : après avoir perdu le poste de Président de la République en 1974, puis celui de Premier ministre en 1976, le RPR demeure la principale formation

leader, Jacques Chirac, l'élargissement de la base sociale du régime ne peut s'opérer qu'au prix d'une confrontation directe avec le mouvement ouvrier. Pour Giscard, qui dispose de l'atout constitutionnel fourni par l'occupation de la Présidence de la République, le nécessaire élargissement proviendra d'une désagrégation de l'Union de la gauche et, en particulier, du Parti socialiste. Mais ni le RPR, ni Giscard, ne sont en mesure d'imposer leurs vues. Le Président de la République dispose seulement d'une marge de manœuvre supplémentaire qui lui est octroyée par les ravages de la division entre le PC et le PS.

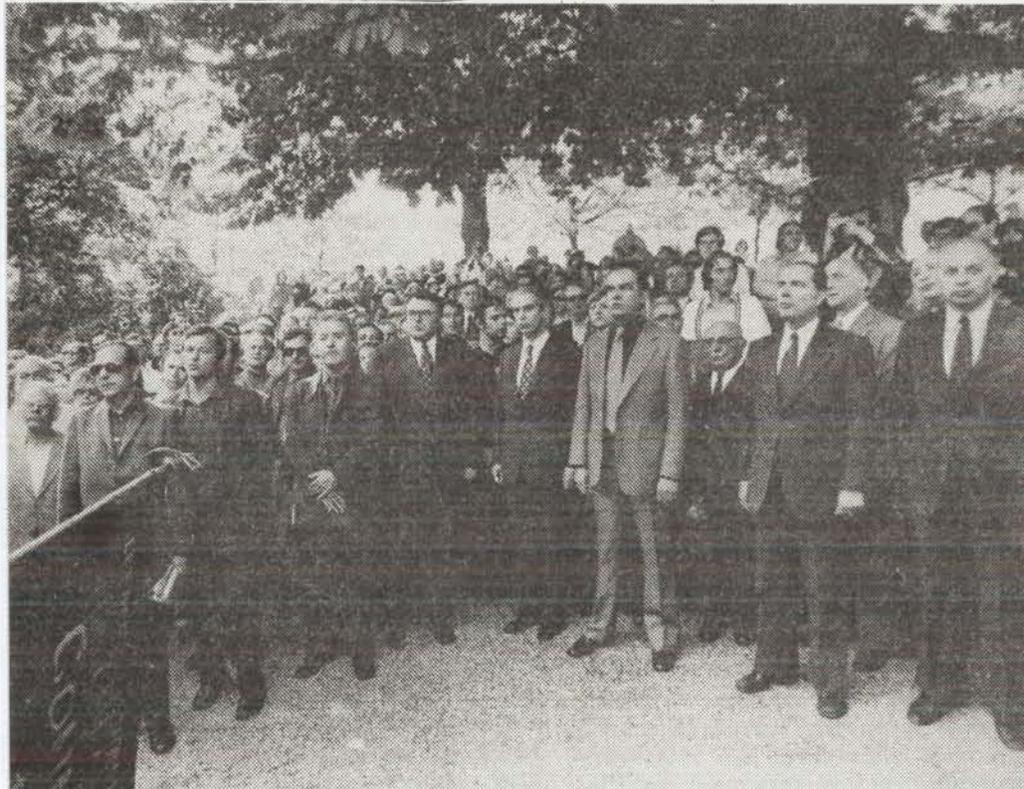
parti bourgeois qui puisse être l'instrument de sa politique et parce que la base sociale de son régime n'a jamais été aussi étroite, le «long printemps» annoncé «pour la France» par Giscard s'épuisera dès que les rapports des forces entre les classes se manifesteront au plan des luttes sociales et politiques.

UN FRONT DE COLLABORATION DE CLASSES

Les facteurs constitutifs de la nouvelle situation politique ne sont donc pas à rechercher dans les positions acquises par la bourgeoisie; ils se trouvent dans la politique que vont mener les organisations ouvrières. Celles-ci avaient répondu à la période ouverte par Mai 68 en constituant le front de collaboration de classes de l'Union de la gauche. Au nom de l'accession possible de cette alliance au gouvernement, le PC et le PS, relayés par les centrales syndicales CGT et CFDT, ont différé tout affrontement avec les gouvernements de Pompidou et de Giscard. Le dernier gouvernement a pu porter, grâce au plan d'austérité de Raymond Barre, les attaques les plus sévères que la classe ouvrière ait reçues depuis 20 ans. C'est explicitement au nom des changements électoraux attendus pour 1978 que la CGT et la CFDT n'ont pas transformé les grèves générales du 7 octobre 1976 et du 24 mai 1977 en épreuves de force politiques avec le gouvernement.

Maintenant, après les élections, pour la première fois depuis six ans, le PC et le PS sont privés dans l'immediat d'un débouché politique. Les directions de ces deux partis sont contraintes de faire le bilan de leur orientation, aussi bien devant leurs militants que devant la majorité des travailleurs qui veut comprendre pourquoi ils en sont arrivés là.

La signature du Programme commun de gouvernement a permis à la social-démocratie française de se reconstruire, sous le nouveau visage du Parti socialiste. La direction de ce parti, animée par François Mitterrand, avait en effet compris que dans une situation de montée du mouvement ouvrier, la seule possibilité permettant le développement du PS était celle d'un accord «à gauche» avec le PC. Après les succès



27 mai 1973. Commémoration de la Commune à Paris.
De gauche à droite : Mauroy, Fabre, Marchais, Duclos, Mitterrand, Estier

bourgeoise. Il a non seulement recueilli 22,5% des voix, mais encore, il est le seul parti bourgeois à disposer d'une implantation locale qui lui permette d'affronter le mouvement ouvrier. Au contraire, le cartel électoral qu'a constitué à la hâte le Président de la République, (sous le sigle UDF : Union pour la démocratie française), n'a obtenu que 21% des voix et n'est qu'un assemblage composite sans réelle implantation. Les fondements de la crise de la bourgeoisie française reposent sur des oppositions politiques quant à l'attitude à avoir face au mouvement ouvrier. Pour le RPR et son

Les lendemains de la consultation électorale ont confirmé ce véritable sursis que Georges Marchais et François Mitterrand ont concédé à Giscard. Pour la première fois depuis l'avènement de la Ve République, il y a vingt ans, les dirigeants des organisations politiques et syndicales de la classe ouvrière se rendent à l'Élysée afin de participer aux consultations organisées par le Président de la République. Celui-ci apparaît conjoncturellement le maître du jeu politique français, et en appelle à la réalisation de l'union nationale. Parce que le Président de la République ne possède pas un

remportés aux élections municipales, au printemps 77, le Parti socialiste s'est cru capable de marquer l'Union de la gauche par sa nouvelle position dominante. François Mitterrand affirmait de plus en plus clairement la nécessité de gérer la crise et de faire supporter des sacrifices aux travailleurs. Le maintien de l'alliance avec le PC devait permettre au PS de continuer d'élargir son influence ouvrière; ses appels de plus en plus ouverts à la collaboration de classes rabattaient vers le PS les électeurs et les électrices déçus par Giscard. La voie royale vers les 30% de voix pour le Parti socialiste s'ouvrait. Les politologues discutaient sagement pour décerner au Parti socialiste le titre de parti dominant à l'instar du Parti radical de l'entre-deux guerres ou de l'UDR (Union pour la défense de la République) gaulliste, en 1960. C'était il y a moins d'un an, avant l'été 1977.

La polémique ouverte par le PC a mis à mal ces calculs. Au lieu de gagner sur sa droite et sur sa gauche, le PS a perdu sur les deux tableaux. Effrayés par les invectives du PC, de nombreux hésitants se sont retournés vers les partis giscardiens. D'autre part, nombreux ont été les travailleurs combattifs qui ont perdu leurs illusions sur la nouveauté d'un Parti socialiste supposé avoir rompu avec la social-démocratie traditionnelle.

Par rapport à ces espoirs, le PS connaît une grave défaite électorale. Les pleurs de ceux qui s'apprétaient à occuper les postes de l'appareil d'Etat en arrivent à masquer le fait que le PS est le seul grand parti à progresser électoralement depuis 1973. Pour la première fois depuis 30 ans, le PS devance le PC, à l'occasion d'élections législatives. La conquête, il y a moins d'un an, de centaines de nouvelles municipalités comme son poids accru dans le mouvement syndical, sont autant de points d'appui pour le PS. Afin de poursuivre sa croissance, le PS n'a actuellement d'autre choix que de maintenir une politique fondée sur l'Union de la gauche. Par contre, les modalités de celle-ci seront redéfinies, et cela constituera l'enjeu des prochaines batailles de tendances au sein du PS.

Cela fait près de vingt ans que le PCF se présente comme le champion de l'union des forces de gauche. Dès le départ des ministres de la SFIO du gouvernement du général de Gaulle, le PCF, par les voix successives de Maurice Thorez, Waldeck Rochet et Georges Marchais, a proposé une alliance aux socialistes afin de préparer la relève «démocratique» des gouvernements de la Ve République. La direction du PCF a largement justifié, pour ses militants, la trahison de la grève générale de Mai 68 par la dérobade du PS à l'heure des échéances décisives. Les capitulations du PCF ont jalonné cette longue marche vers l'union fondée sur la collaboration de classes : du ralliement à la candidature bourgeoise de François Mitterrand en 1965 en passant par l'abandon de la dictature du prolétariat et la renonciation à la lutte contre la force de frappe nucléaire. Mais à l'inverse d'autres périodes historiques, l'union ne profitait plus depuis 1970 au PCF, mais au PS. L'hégémonie du PCF sur la classe ouvrière était mise en question, aussi bien par le PS que par l'enracinement croissant de l'extrême-gauche révolutionnaire dans les entreprises.

REGLER LES COMPTES

La rupture qui est survenue en septembre 1977 entre le PCF et le PS traduisait la volonté du PCF d'enrayer cette dégradation progressive du rapport des forces en sa défaveur. A la Conférence nationale du PCF de janvier, Georges Marchais indiquait clairement son intention de n'aller au gouvernement qu'à la condition de maintenir son hégémonie sur la classe ouvrière. Pour ce faire, la direction du PCF a mené un chantage à la défaite électorale.

Le chantage au désistement avait été finalement admis par les militants du PCF comme une tactique momentanée, ne devant pas remettre en question la victoire électorale de l'Union de la gauche.

Quelles que soient les invectives de Georges Marchais et de François Mitterrand, les sondages préélectoraux donnaient toujours la gauche largement gagnante et la Bourse continuait de jouer la défaite du gouvernement.

Les résultats du 1er tour avaient surpris les militants du PCF, l'accord bâclé du lundi 13 mars avait montré que les soi-disant divergences essentielles entre les programmes du PC et du PS pouvaient être surmontées lorsque nécessité faisait loi pour conserver des sièges, l'ample défaite en sièges du 2ème tour a causé un choc profond.

Autant le sectarisme de la campagne électorale du PCF avait rencontré un écho favorable parmi les couches de travailleurs combattifs, prêts à en découdre avec la social-démocratie, autant le résultat final des élections met le PCF en position défensive devant les travailleurs.

La trahison de la grève générale de Mai 68 a donné le signal de l'essor de l'extrême-gauche révolutionnaire, mais il n'empêche que dans leur masse, les militants du PCF ont fait bloc autour de leur direction.

Le processus de politisation qui est à l'œuvre dans la classe ouvrière depuis dix ans ne permettra pas, cette fois-ci, à la direction du PCF d'éluder aussi facilement son nécessaire bilan. Ce sont véritablement des comptes que les travailleurs et les militants des organisations ouvrières réclament à leurs directions.

Des remous profonds vont atteindre les organisations ouvrières et le PCF en particulier. Ils ne seront pas limités aux seules couches de la jeunesse et des intellectuels, contrairement à l'exemple des crises consécutives de 1956-1958 et de 1968. Le bilan de la direction du PCF concerne tous les secteurs d'activité et notamment la classe ouvrière où la CGT a été contrainte de s'aligner bureaucratiquement sur les positions du PCF. C'est dans tous les secteurs d'activité du PCF que les remous se feront sentir.

En raison de la force accumulée par le mouvement ouvrier qui a d'autres exigences qu'une gestion de l'Etat bourgeois, le PCF n'a pas les moyens de continuer sur le terrain des luttes ouvrières sa dénonciation de l'austérité. A ceux qui douteraient de la validité de cette remarque, les visites précipitées de Georges Séguy et Georges Marchais à l'Elysée témoignent de la volonté du PCF de canaliser les luttes dans le jeu des institutions bourgeoises.

En fait, le PCF n'a pas, lui non plus, d'autre politique possible que la recherche de nouveaux fronts de collaboration de classes incluant le PS. S'il ne parvient pas, à brève échéance, à briser ce dernier, c'est bien avec lui qu'il sera contraint de conclure de nouvelles alliances.

La division qui s'est produite entre le PC et le PS n'est pas près de s'arrêter. Elle va rejaillir sur le mouvement syndical et les accords d'unité d'action entre la CGT et la CFDT, en vigueur depuis 1966, risquent fort d'être révisés. Les directions syndicales, parce qu'elles sont en prise beaucoup plus directe avec le mouvement des masses, auront beaucoup plus de difficultés à s'installer dans la division. La CFDT, dont la direction est majoritairement proche du PS, s'apprête toutefois à poser des jalons en direction d'une politique contractuelle plus responsable. De peur d'être isolé, le secrétaire général de la CGT s'est empressé de donner une interview au *Figaro*, le quotidien de la bourgeoisie la plus réactionnaire, pour s'affirmer lui aussi comme un champion de la politique contractuelle.

Toutes ces tentatives risquent fort de se briser sur la résistance de la classe ouvrière face à l'austérité. Telle est la réalité de la lutte des classes qui resurgira dès que la phase temporaire de démoralisation sera dépassée.

FORGER L'UNITÉ OUVRIÈRE

L'unité ouvrière pour faire aboutir les solutions ouvrières à la crise, tel a été le fil conducteur de l'intervention de la LCR tout au long de la campagne électorale. Cela demeure plus que jamais la tâche de l'heure.

La résistance ouvrière face à l'austérité qui continuera de s'appliquer comme dans les autres pays capitalistes européens, ne sera victorieuse que si les divisions sont surmontées. Il s'agit des divisions politiques et syndicales, mais aussi des divisions qui naîtront des bilans différents que vont tirer les travailleurs, selon leur niveau de conscience, de l'épreuve qu'ils viennent de subir. L'unité de combat contre l'austérité exige, au premier chef, l'unité d'action syndicale. La propagande en faveur d'une unification syndicale va se heurter à l'obstacle que représente l'image repoussoir que constitue

pour de nombreux travailleurs l'alignement bureaucratique de la CGT sur les positions du PCF. Dans cette situation, la bataille pratique pour la démocratie syndicale qui sera favorisée par les débats qui vont atteindre les principales centrales, se combine nécessairement avec la propagande pour une centrale syndicale unique des travailleurs.

Les directions syndicales commencent à modérer les revendications pour tenir compte, de façon réaliste, de la nouvelle situation créée par l'échec électoral du PS et du PC. C'est une raison supplémentaire pour lutter pied à pied afin que les revendications ne soient pas révisées en baisse, en expliquant que la classe ouvrière dispose de forces intactes pour faire aboutir ses revendications; à condition de trouver le chemin de l'unité et de la mobilisation.



Chirac, leader du RPR et Maire de Paris

Les mobilisations nationales de la classe ouvrière seront au bout d'une recomposition de l'offensive ouvrière qui passera momentanément par des luttes sectorielles ou locales.

La bataille pour les revendications et l'unité de la classe ouvrière autour de ses organisations politiques et syndicales est du domaine de l'agitation immédiate. L'explication du nécessaire débouché politique est, dès maintenant, indispensable parce que les travailleurs n'ont pas réellement été défaits à la suite de l'échec électoral de leurs partis et qu'ils ont toujours la force de renverser le gouvernement.

L'unité ouvrière exige toujours l'unité du PS et du PC mais aussi de faire le bilan des six années de

pratique de l'Union de la gauche. Elle a été à la fois une coalition avec une organisation bourgeoise et une suite de discussions d'état-major, transformant les travailleurs en spectateurs impuissants. Les leçons à en tirer, ce sont la rupture avec toute organisation bourgeoise qui, à l'exemple d'un Robert Fabre, retourne sa veste un soir d'élections perdue et l'organisation à la base de l'unité, par-delà les divergences d'orientation entre travailleurs socialistes, communistes et révolutionnaires. La leçon à méditer, c'est l'incapacité des travailleurs à peser sur le cours des événements dès que l'espoir du changement est délégué aux directions du PC et du PS.

L'extrême-gauche révolutionnaire avait déjà témoigné de sa présence dans de nombreuses luttes ouvrières, elle a confirmé son influence par un résultat électoral significatif. Mais elle a été en deçà de ses tâches en affrontant divisée, et souvent désorientée, cette échéance politique décisive.

Pour éviter de nouveaux échecs, il faut arracher à l'influence du PC et du PS des secteurs importants de la classe ouvrière. L'unité ouvrière pour chasser le régime ne prendra corps que lorsqu'un parti ouvrier révolutionnaire s'en fera l'artisan effectif et stimulera l'auto-organisation des travailleurs.

Un profond débat stratégique traverse le mouvement ouvrier : au-delà des événements de ces six derniers mois qui ont permis au gouvernement de la Ve République d'être reconduit, c'est un débat sur les moyens d'imposer les solutions ouvrières à la crise qui est engagé. La LCR a mené bataille pour l'unité des travailleurs et de leurs organisations autour de leurs revendications en refusant de choisir entre les responsabilités du PS et celles du PC dans la division de ces deux partis. Dix ans après mai 68, l'ampleur du choc créé par l'échec du PC et du PS crée des conditions favorables à une nouvelle bataille pour la construction du parti révolutionnaire en s'appuyant sur l'expérience et les acquis de la IVe Internationale.

Irlande

L'opinion publique amorce un mouvement à gauche

L'impérialisme britannique s'est révélé incapable d'offrir la moindre perspective d'amélioration des conditions de vie à la population catholique. Bien au contraire, ses conditions de vie ont empiré.

Gerry FOLEY

II. Luites revendicatives et libération nationale

Nous publions ci-dessous la deuxième, et dernière, partie de l'article de Gerry Foley (Voir «Inprecor-Intercontinental Press» No 24 du 17 mars 1978).

● A la fin des années 60, l'illusion dominante était que le gouvernement de Belfast allait mettre au point des réformes démocratiques; cette illusion fut réduite à néant par les pogromes d'août 69. Alors une révolte surgit dans les ghettos catholiques qui chassa effectivement la police.

Un soulèvement de masse se déclencha dans le Sud, menaçant la stabilité du gouvernement de Dublin. Cette crise montra bien une nouvelle fois l'interdépendance du régime néo-colonial et des forces catholiques bourgeoises et modérées dans le Nord.

Il est vital pour les intérêts de Dublin de garder un moyen d'intervention sur la situation politique dans les ghettos du Nord. D'un autre côté, la faible bourgeoisie catholique et les éléments pro-bourgeois du Nord ont besoin du soutien de Dublin afin de marchander avec l'impérialisme britannique et les unionistes, et d'avoir la crédibilité nécessaire auprès des masses catholiques en tant que «négociateurs».

Ainsi en 1969 et 1970, le gouvernement de Dublin fut forcé d'avoir recours à un bluff dangereux. Il promit de ravitailler en armes et en équipement militaire les

dirigeants modérés des ghettos catholiques. Le but de cette opération était d'empêcher l'émergence d'une direction plus radicale. Mais même ainsi le gouvernement britannique ne pouvait le tolérer.

Le parti Fine Gael, alors dans l'opposition, fut informé de l'opération parallèle de l'armée irlandaise, probablement par des agents britanniques au sein de l'appareil gouvernemental de Dublin.

Le dirigeant du parti, Liam Cosgrave, s'éleva avec indignation contre la tentative d'importer des armes pour les groupes de défense du Nord.

Le premier ministre, Jack Lynch se démarqua de ce projet ainsi que son gouvernement, jetant le blâme sur quelques membres du cabinet et sur un officier subalterne des Renseignements irlandais. Les illusions selon lesquelles l'armée britannique serait venue défendre les catholiques s'évanouirent en juillet 70 quand les troupes envahirent le ghetto catholique du Bas-Falls pour y trouver des armes. Aucune opération de ce genre n'a jamais été entreprise dans les quartiers protestants, bien que les forces paramilitaires protestantes soient bien connues pour

être beaucoup plus lourdement armées qu'aucune force de défense catholique.

En juillet 70 également, après la «bataille des Falls», les troupes britanniques se mirent à tirer au hasard avec l'intention de tuer, quand des heurts se produisirent avec les foules catholiques.

Le SDLP fut forcé de se retirer du Parlement de Belfast et de menacer de mettre sur pied une autre assemblée.

Le 18 août, les Britanniques prouvèrent qu'ils n'avaient nullement l'intention de traiter avec les représentants catholiques: ils maltraitèrent violemment une poignée des principaux dirigeants modérés pendant une manifestation à Derry.

La confrontation avec les bourgeois nationalistes catholiques du Nord mena rapidement à une confrontation avec Dublin. Le gouvernement de Lynch déclara soutenir une campagne de «résistance passive» pour faire tomber le Parlement à Belfast. Il commença à lancer des protestations plus fortes et publiques contre les incursions de l'armée britannique aux frontières. La possibilité d'affrontements entre les armées britannique et irlandaise aux frontières se fit plus réelle. Cette marche au conflit arriva à son point culminant dans le massacre du dimanche sanglant à Derry à la fin janvier 1972 qui suscita des mobilisations de masse dans les deux parties du pays. Une grève générale spontanée balaya le Sud. La situation politique échappa au contrôle de toutes les forces intéressées au maintien d'un indispensable statu quo. Ce soulèvement fut vite maîtrisé parce qu'il manquait une direction capable de faire avancer les masses, mais la situation ne fut désamorcée qu'au moment où le gouvernement britannique suspendit le Parlement de Belfast, créant l'illusion parmi les catholiques qu'il allait imposer des réformes à la caste des colons protestants.

Dans ces circonstances, la campagne terroriste de l'IRA provisoire accéléra le déclin de l'opposition de masse au système impérialiste mais elle ne fut pas la cause essentielle de cette chute. La raison fondamentale

fut la renaissance d'illusions de pouvoir obtenir des améliorations par des négociations dans les conditions auxquelles étaient confrontée la communauté catholique.

Avec divers hauts et bas, ce climat de faux espoirs continuait depuis le milieu de l'année 72. C'est seulement au cours des dix-huit derniers mois qu'il semble avoir commencé à s'atténuer.

LES CONCESSIONS IMPOSSIBLES

Il était inévitable que les espoirs soulevés par l'introduction de l'administration directe britannique et la proposition de divers projets de réformes démocratiques soient déçus. Et finalement cela s'est produit très rapidement. Dans le contexte d'une nouvelle crise économique mondiale, l'impérialisme britannique s'est révélé incapable d'offrir la moindre perspective d'amélioration des conditions de vie à la population catholique. Bien au contraire, ses conditions de vie ont empiré.

Au Sud, de même, une plus grande subordination à l'impérialisme britannique n'a pas apporté les profits économiques escomptés. Les investissements impérialistes croissants de ces vingt dernières années ont effectivement stimulé un certain développement, mais il est apparu évident depuis deux ans que le pays n'a enregistré aucun progrès réel qui puisse le dégager de sa stagnation chronique.

Le nombre de chômeurs recensés dépasse toujours les 100 000 sur une population totale dépassant à peine les trois millions. Le chiffre officiel des sans-travail fléchira probablement avec le renouveau du cycle des affaires internationales. Mais il restera certainement très élevé. La création d'emplois était et reste toujours plus lente que l'arrivée de jeunes sur le marché du travail, et il n'y a aucune possibilité de changer cela. Aujourd'hui, contrairement à la tradition historique, le coût d'entretien des chômeurs repose sur la société irlandaise elle-même. Les débouchés traditionnels que fournissait l'émigration - la Grande-Bretagne, l'Amérique du Nord, l'Australie et la Nouvelle-Zélande - ne sont plus capables désormais de drainer la masse des sans-emplois.

Ainsi le principal changement n'apparaît pas tant être la croissance de l'économie de l'Etat libre que l'affaiblissement des économies impérialistes. Cela rend la situation sociale en Irlande plus explosive. Les contradictions du développement bloqué d'un pays si intimement intégré au cœur de l'impérialisme ont toujours été résolues par l'émigration. La marge étroite qui reste aux principaux partis nationalistes bourgeois pour prendre une position plus anti-impérialiste, reflète la montée de profondes tensions. Les masses



Belfast 1977. Les «unionistes», protestants, défilent en uniforme.

irlandaises, jusqu'à présent, ne montrent aucun signe de détermination consciente à ranimer la lutte de libération nationale. Mais un tel combat découle inévitablement du rejet de toute répression impérialiste et pro-impérialiste.

Tout mouvement de masse contre le système impérialiste en Irlande au cours des dix dernières années est venu en réponse à des actes de

répression qui ont prouvé au peuple irlandais qu'il était toujours opprimé et ne pouvait rien attendre de meilleur de la part de ses maîtres. Les dix dernières années ont également montré une fois de plus que le combat contre l'impérialisme en Irlande est fortement sujet à des hauts et des bas prononcés. Deux facteurs en sont la cause qui sont en réalité les faces opposées d'une même pièce de monnaie. Le premier, c'est la faiblesse de la nationalité opprimée par rapport aux forces qui l'assujettissent. Le deuxième facteur, c'est que l'Irlande est tellement dominée par la Grande-Bretagne qu'une certaine intégration a pu s'effectuer.

Tandis que le développement global de l'Irlande était avant tout bloqué par la domination britannique, la classe ouvrière irlandaise a pu rechercher un certain niveau de vie «occidental» au moyen de l'émigration temporaire ou permanente. Le capital irlandais a pu rechercher de modestes profits grâce aux liens avec l'économie britannique et aux rentrées d'argent des émigrants. Le résultat de ces deux facteurs entraîne de vives contradictions dans les attitudes des Irlandais. Ces contradictions sont encore avivées par une expérience sans cesse renouvelée de luttes qui se sont conclues par de terribles souffrances, et n'ont pas réussi à faire une quelconque percée fondamentale vers la réalisation des aspirations nationalistes irlandaises.

En fait, les pressions exercées par l'impérialisme sur le peuple irlandais, combinées à la faiblesse de la bourgeoisie irlandaise ont gelé la situation du pays depuis cinquante ans. Il y eut un temps d'arrêt à partir de la trahison par la bourgeoisie de la lutte pour l'indépendance, qui aboutit à la guerre civile de 1921-22, jusqu'à la naissance du mouvement des droits civiques au Nord, en 1968. Puis, le déclin de la lutte des droits civiques sembla engendrer un nouveau gel.

Dans ces conditions, penser que des avantages limités peuvent être obtenus en évitant la question nationale trouve une certaine crédibilité. En conséquence, il existe de fortes tendances à penser qu'aucun progrès n'est possible dans la lutte nationale avant qu'un niveau de développement économique et social plus élevé puisse être obtenu.

A l'opposé, une autre de ces tendances pousse à croire que puisque depuis si longtemps aucun progrès n'a été réalisé dans la lutte nationale, cette question nationale a dû, en fait, être essentiellement résolue par l'histoire, ne laissant au Nord qu'un problème secondaire.

La liaison entre des luttes partielles et immédiates et la question globale de libération nationale a donc eu particulièrement tendance à s'obscurcir en Irlande. Cela s'exprime au niveau politique par une division entre ceux qui se consacrent avant tout à conserver vivante la flamme de la résistance nationale et ceux qui préfèrent lutter pour obtenir des améliorations concrètes pour les masses.

Ces deux tendances peuvent être ou ne pas être animées d'un esprit révolutionnaire. La première se méfie, disant que toutes les luttes partielles ne sont qu'une diversion à l'objectif fondamental, et donc inutiles et même trahissant la cause. La seconde au contraire se méfie de ceux qui placent les exigences nationales en priorité, les traitant de nationalistes stériles, ne se souciant pas des besoins de la classe ouvrière, ou bien allant effectivement à leur rencontre. Cette division s'est approfondie du fait que jusqu'à maintenant, dans l'histoire irlandaise, les pires soupçons des deux groupes ont été confirmés par les événements.

LA PERCEE DES DROITS CIVIQUES

La lutte des droits civiques au Nord a réussi une percée parce qu'elle avait dépassé ce dilemme pendant quelque temps. Elle réussit à mobiliser les masses de la fraction la plus opprimée du peuple irlandais, en commençant avec des exigences immédiates, comprises et soutenues par tout le monde. De plus, ces revendications pouvaient obtenir l'appui du reste de la majorité nationale et de l'opinion publique des pays impérialistes eux-mêmes. Ce caractère attrayant des revendications des droits civiques fut particulièrement important. En premier lieu, les contradictions dans l'attitude du peuple irlandais concernant la lutte anti-impérialiste, divisèrent différentes couches de la population. Pour les jeunes chômeurs des ghettos catholiques irlandais, le seul espoir réside

dans la révolution nationale. Une fois la lutte entreprise, cette couche de population a continué à combattre en dépit d'un isolement toujours plus profond, d'incroyables querelles et de pertes considérables.

Cependant, pour la plupart des autres couches du peuple irlandais, et même pour la minorité catholi-

que irlandais opprimée dans le Nord de constituer une espèce dangereuse, étrangère au reste de la majorité nationale.

Le 13 juin 1974, Liam Cosgrave disait : « Ils (les gens du Sud) expriment de plus en plus l'idée que l'unité ou l'alliance intime avec un



Une rue du ghetto catholique d'Ardoyne - Belfast - en 1975

que du Nord, la perspective de la lutte nationale s'est souvent montrée plus menaçante que prometteuse. C'est si vrai que Liam Cosgrave, président le gouvernement de coalition nationale, a pu accuser publiquement la fraction du peu-

peuple si profondément rempli de violence et de ses effets, n'est pas ce qu'ils désirent». De plus, le soutien international est très important pour le conflit irlandais. Situé au cœur même de l'alliance impérialiste occidentale, le peuple irlandais

n'a pas de chance réaliste de soutien d'aucune puissance étrangère. Ses seuls alliés potentiels sont au sein des masses des pays impérialistes eux-mêmes. Il faut remarquer que la plupart des luttes en Irlande se sont déroulées généralement en période d'agitation sociale montante en Europe de l'Ouest.

périaliste, se retrouva dans le conflit qui opposa les républicains officiels et provisoires. Chacun à leur façon, ils ont mal compris les leçons du mouvement des droits civiques, et ont mis sur pied des plans d'action qui provoquèrent son déclin. Les officiels furent pris au piège dans la mesure où le mouve-

traditionnels. Les provisoires furent aussi induits en erreur par les illusions prédominantes dans les cercles politiques irlandais, même parmi ceux qui se prétendaient marxistes révolutionnaires, selon lesquelles les impérialistes britanniques n'avaient pas d'intérêt fondamental à rester en Irlande du Nord, ou à maintenir l'hégémonie protestante. Cela les amena à sous-estimer l'importance des pressions militaires nécessaires pour convaincre les Britanniques de se retirer.

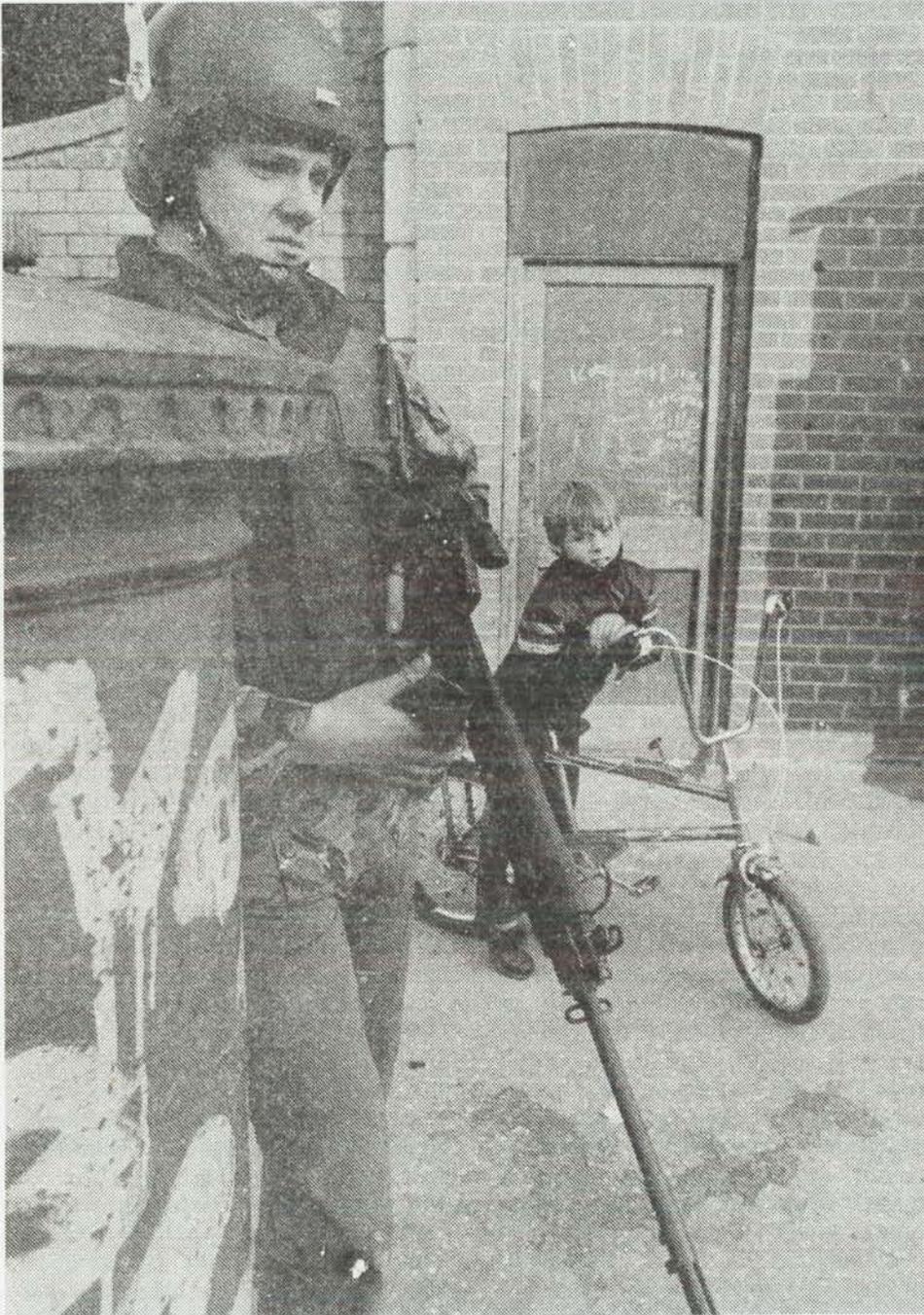
En fait, une lutte de guérilla uniquement soutenue activement par une minorité dans la minorité du Nord, et une minorité encore plus étroite au Sud, n'a aucune chance de venir à bout des impérialistes. La direction des provisoires elle-même, a fini par le reconnaître dans une certaine mesure. Ce fut le sens du discours de Jimmy Drumm à la commémoration de Bodentown en juin 1977.

Ce rassemblement annuel sur la tombe de Wolfe Tone, considéré comme le fondateur du républicanisme irlandais, est la mobilisation de masse la plus importante des membres et des partisans du mouvement républicain, et en général le discours central est un élément majeur d'orientation politique. Drumm, un vieux dirigeant républicain de Belfast a déclaré : «*Nous pensons qu'une guerre victorieuse de libération ne peut pas se dérouler uniquement contre les opprimés des six comtés, ni en réaction à la présence physique de l'armée britannique.*

«*La haine et le ressentiment engendrés par cette armée ne peuvent nourrir la guerre, et l'isolement des républicains socialistes dans la question de la lutte armée est dangereux...*

«*Nous avons besoin d'un lien positif avec la masse du peuple irlandais qui ne sait rien ou presque des souffrances dans le Nord, à cause de la censure des media et du renforcement du conservatisme à travers tout le pays. Nous devons prendre position sur les problèmes économiques et sur chaque lutte populaire.*»

Ainsi, les dirigeants provisoires ont explicitement reconnu que quelque chose n'allait pas. Mais ils semblent incapables de trouver une solution. Ce que Drumm proposait n'était rien d'autre qu'une répétition du projet essayé sans succès



Belfast, à l'époque de la visite de la Reine, août 1977.

Dans le conflit irlandais des dix dernières années, la dichotomie traditionnelle entre d'une part, ceux qui sont intéressés avant tout par la lutte contre les fléaux sociaux spécifiques, et d'autre part, ceux qui mettent l'accent sur la lutte anti-im-

ment des droits civiques ne pouvait mener directement à la révolution anti-impérialiste. Les provisoires d'un autre côté, en vinrent à croire qu'ils y étaient déjà parvenus, et que la lutte ne pouvait se poursuivre que par des moyens militaires

par les officiels dans les années 70. L'idée est qu'un appui peut être trouvé pour organiser la guérilla engageant des luttes sociales au jour le jour. Ce n'est pas une stratégie de mobilisation de masse pour réaliser une percée révolutionnaire. Les provisoires, pas plus que les officiels, n'ont de conception concrète sur la manière dont les luttes sociales spécifiques se combinent avec les objectifs révolutionnaires, et encore moins quelque ligne que ce soit pour intervenir. Ils ne semblent pas tellement savoir ce qu'ils veulent accomplir en participant à ces luttes, si ce n'est gagner l'attitude bienveillante des ouvriers.

Dans leur tournant vers «la politique de classe», les officiels ont finalement complètement échoué à lier leur participation à des luttes sociales à une stratégie amenant le peuple irlandais à se libérer lui-même de la domination impérialiste. D'abord, ils ajournèrent la perspective de libération nationale à une étape historique ultérieure, puis ils commencèrent à opposer leur conception du combat économique à la lutte anti-impérialiste.

De cette façon, ils en vinrent à considérer la campagne militaire des provisoires comme étant plus dangereuse pour la classe ouvrière irlandaise que la domination impérialiste, puisqu'ils croyaient qu'elle empêchait les travailleurs catholiques et protestants de s'unir sur des objectifs économiques. A partir de cette position, les officiels commencèrent logiquement à voir les impérialistes jouer un rôle au moins temporairement positif en Irlande du Nord, empêchant une guerre civile à grande échelle. Ils se mirent à utiliser toute leur influence pour s'opposer à un mouvement en Grande-Bretagne exigeant le retrait des troupes. Enfin les officiels reconnurent que l'impérialisme jouait un rôle historique progressiste dans le développement d'une économie moderne en Irlande. Au printemps 1977, ils publièrent une brochure intitulée : «La révolution industrielle irlandaise». L'argument de cet ouvrage est que la responsabilité du sous-développement du pays incombe à la bourgeoisie irlandaise, et que les investissements impérialistes devraient être bien accueillis, puisqu'eux seuls créeraient une classe ouvrière qui pourrait s'orienter vers le socialisme.

Quand le gouvernement de Dublin fut obligé d'afficher un certain soutien aux catholiques nord-irlandais en 1969-70, les officiels y virent seulement un danger. Ils avancèrent l'idée que la bourgeoisie catholique ne ferait rien pour améliorer les conditions des travailleurs et que si les masses catholiques acceptaient une aide quelconque de sa part, cela enfoncerait un coin au sein de la classe ouvrière, divisant catholiques et protestants.

Les officiels suivirent la logique de cette position d'une manière de plus en plus systématique, au point de considérer la rupture de Paddy Devlin avec le SDLP comme une scission de gauche. Ainsi, probablement, pensent-ils que le tournant du SDLP qui désormais s'oppose à la répression britannique et unioniste est une autre tentative pour diviser les travailleurs. Au début du présent conflit, les provisoires s'intéressèrent davantage à obtenir le soutien des éléments nationalistes bourgeois. En fait, à l'origine, il n'y avait pas de démarcation franche entre eux et les bourgeois nationalistes.

Cependant, comme Dublin et le SDLP s'alignèrent derrière la campagne de répression britannique de 1973-74, une vive réaction se développa contre eux parmi les rangs des provisoires et de leurs sympathisants. Ce fut l'un des principaux facteurs de la radicalisation des nationalistes militants. Mais dans la mesure où cette réaction ne mena pas à une compréhension globale de la dynamique du combat national en Irlande, elle eut ses aspects négatifs. Un de ces aspects apparaît très clairement dans l'attitude des provisoires envers l'entrée en conflit du SDLP avec les forces répressives impérialistes. Ils ne le prirent pas comme une occasion mais comme un danger. Ils pensent que si le SDLP peut s'associer aux protestations contre la répression, il sera capable de recouvrer sa crédibilité aux yeux des masses nationalistes et parvenir à bloquer plus efficacement la lutte contre l'impérialisme.

Ainsi, les provisoires n'ont pas appris que la seule façon de briser l'emprise d'une formation comme le SDLP est de tirer avantage de ses contradictions pour engager ceux

qu'il influence dans le soutien des luttes concrètes contre les impérialistes. C'est-à-dire qu'ils n'ont pas encore appris les leçons du mouvement des droits civiques.

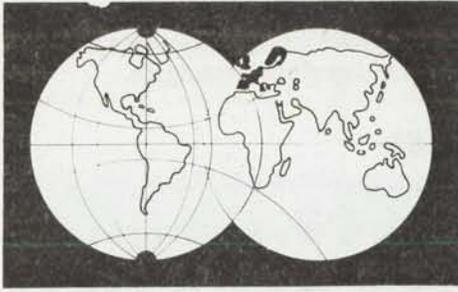
LA POSITION DES TROTSKYSTES IRLANDAIS

Expliquer ces leçons est devenu l'une des tâches principales de la Section irlandaise de la Quatrième Internationale, maintenant engagée dans l'unification avec le groupe «People's Democracy» (démocratie du peuple), originaire de Belfast, et qui joua un rôle majeur dans la montée du mouvement des droits civiques. Cette tâche fut exposée dans l'édition de décembre/janvier du journal de People's Democracy, *Unfree Citizen* (le dernier numéro depuis son remplacement par *Socialist Republic*, l'organe du groupe fusionné). L'article principal disait :

«La lutte est de nouveau à l'ordre du jour, mais elle est toujours dispersée et diffuse. Notre tâche l'année prochaine sera de renforcer et de renouer les fils nombreux et variés, en les fusionnant, en liant les luttes anti-capitaliste et anti-impérialiste au Nord et au Sud, et en forgeant un puissant mouvement de masse fondé sur la classe ouvrière.»

Un autre article exposait : «il y a eu une opposition à l'invitation du SDLP à la Conférence de Coalisland (pour construire un mouvement anti-répressif). Nous croyons que le SDLP est formé d'opportunistes qui ont trahi la lutte anti-impérialiste, mais nous reconnaissons également que des milliers de gens honnêtes sont toujours sous leur emprise...

«Si nous devons reconstruire un important mouvement de masse, nous devons prendre ces gens au SDLP, mais nous ne pourrions pas les convaincre simplement en dénonçant le SDLP sans cesse. Si pourtant, ils peuvent être intégrés à une opposition politique de masse contre la brutalité et la répression, là où le SDLP pourra être mis à l'épreuve et où ils pourront juger que ses paroles ne seront pas suivies d'actions, alors, ils pourront être arrachés à leurs illusions...»



Yougoslavie

Le nouveau système d'autogestion

*Comment ce nouveau système, fait de demi-mesures
pourrait-il résoudre les tensions sociales considérables de la Yougoslavie?
En conservant le monopole de la centralisation politique,
la direction titiste vide de leur contenu
les institutions mises en place.*

Catherine VERLA

La Ligue des communistes yougoslaves prépare son 11^{ème} congrès. Il sera important. Non pas tant parce que ce sera, sans doute, le dernier auquel Tito participera que parce qu'il devra tirer un bilan de l'ensemble des mesures prises depuis 1971 face aux dangers réels d'éclatement de la Fédération. Outre la répression tous azimuts et la tentative de restaurer un monolithisme discipliné dans la LCY pour qu'elle soit mieux à même d'assurer son rôle «dirigeant», l'orientation nouvelle a été caractérisée par un coup d'arrêt à l'extension des lois du marché qui avaient apporté leur lot d'inégalités croissantes, de chômage, de démantèlement de la planification, de développement de couches porteuses de la restauration ca-

pitaliste (1). Tout un ensemble de lois a été mis en oeuvre qui définit un nouveau système de production, décrit en particulier par la nouvelle «loi sur le travail associé». Celle-ci a été votée à la fin de 1976 et fait l'objet d'une période probatoire d'application qui devrait s'achever cette année. Le nouveau système pose des problèmes d'une richesse considérable du point de vue des leçons à en tirer pour définir l'autogestion, le socialisme que nous voulons. Il faudra plus de recul pour l'apprécier clairement. Mais il est important de présenter le nouveau système, la façon dont les dirigeants titistes le définissent, ses contradictions manifestes, et les premiers éléments factuels de bilan qui les illustrent.

● Le nouveau système introduit est le produit d'un double refus pragmatique de la direction titiste : d'une part, le refus du modèle soviétique de planification qu'elle pourrait d'ailleurs aujourd'hui difficilement imposer et qui a largement fait la preuve de sa faillite; d'autre part, un refus de l'extension incontrôlée des lois du marché dont elle a bien été forcée de tirer un bilan négatif. Les courants «hypercentralisateurs» (désignés sous le vocable de «Kominformistes») et les tenants du libéralisme de marché (qui n'ont fait que pousser à bout la logique de l'orientation officielle de la période de la réforme économique introduite en 65) ont été réprimés, de même que la gauche marxiste... dont beaucoup de critiques sont aujourd'hui reprises officiellement. Mais entre les deux orientations extrêmes qu'elle refuse, la direction titiste n'est pas prête à remettre en

cause son propre monopole de pouvoir. La caractéristique du nouveau système - et ses impasses inévitables - réside donc dans le projet de donner à l'autogestion plus de poids dans la détermination et le contrôle d'un plus grand domaine de la reproduction sociale, sans pour autant doter les travailleurs d'un véritable pouvoir, d'une véritable démocratie ouvrière. Kardelj, le principal théoricien du régime, a su donner un vernis théorique à cette orientation. Il définit fort bien les problèmes de la société yougoslave : «Comment instituer et organiser la force sociale qui gèrera le produit du surtravail collectif, sans que le procès de cette gestion ne reproduise aussi le pouvoir exclusif détenu initialement par l'Etat et la technocratie ?» (2).

Et il répond à cette question que, seule l'autogestion «intégrée», c'est-à-dire centralisée démocratique-

ment, peut résoudre. Cela exige d'en finir avec l'extériorité des travailleurs par rapport au processus de la reproduction sociale : Selon Kardelj, l'étatisation était «un acte révolutionnaire inévitable historiquement parlant», mais où l'ouvrier reste séparé de la gestion du «capital social». «Cette séparation est à l'origine de deux tendances : l'une à la main-mise exclusive de l'Etat(...) sur la planification et sur la gestion du capital social; l'autre à un désintérêt des ouvriers (...) pour ce qu'il advient du capital d'Etat» (3). C'est bien ce désintérêt que tentent de surmonter les dirigeants titistes, sans pour autant renoncer à leur pouvoir d'Etat : car, selon Kardelj, le niveau de développement des forces productives en Yougoslavie, et la conscience des travailleurs, ne permettent pas la réalisation d'un système total d'autogestion. D'où le rôle dirigeant de la LCY et de ses

organisations de masse (syndicat, alliance socialiste). Kardelj exprime là de façon intelligente la justification idéologique des dirigeants qu'il représente. Mais il rend compte aussi de problèmes réels auxquels nous serons confrontés dans toute société de transition au socialisme. D'où l'intérêt d'examiner le projet yougoslave et ses contradictions.

LES PRINCIPES DU NOUVEAU SYSTEME...

Les dirigeants yougoslaves se fixent théoriquement plusieurs objectifs :

1) Etablir les grands choix essentiels de développement : contre les résultats de l'ouverture du marché à la concurrence internationale, réaffirmer l'importance d'exploiter les ressources naturelles du pays; face aux tensions entre nationalités, laisser une plus grande marge aux diverses Républiques dans l'élaboration de leurs plans de développement et dans leurs institutions; mais en même temps, prendre les moyens de maintenir un système unifié et de résorber les inégalités entre régions par une aide plus grande aux régions les moins développées : il s'agit là d'un problème extrêmement compliqué dans la mesure où un des reproches précisément avancés par les Croates en 1971 était que les pouvoirs fédéraux leur prenaient une part des richesses acquises en Croatie pour les redistribuer ailleurs. Ces interventions dites « politiques » ont été très critiquées par les partisans d'une « rentabilité » économique immédiate des investissements. S'il est certain que la résorption des inégalités est la seule garantie pour qu'à long terme les tensions nationales ne s'aiguisent pas pour des raisons économiques et sociales, il n'en demeure pas moins vrai que dans l'immédiat la planification centralisée et la redistribution des richesses, si elles trouvent le soutien des régions les moins développées, heurtent de plein fouet l'aspiration des autres régions à une plus grande autonomie de gestion. Le caractère bureaucratique des décisions de planification ne peut, bien évidemment, que renforcer toutes ces défiances et ces égoïsmes régionaux.

Enfin, sur le plan des rythmes de croissance économique dans l'en-

semble, les dirigeants yougoslaves doivent répondre au problème du chômage (environ 600 000, soit

quelque 10% de la population active), aggravé par le retour des travailleurs yougoslaves immigrés.

Le chômage

Parmi les « chômeurs » yougoslaves, (c'est-à-dire les personnes inscrites dans les bureaux d'emploi à la recherche d'un travail), il y a plusieurs catégories :

1) Les « personnes sans emploi » peuvent acquérir ce statut et ses bénéfices (salaire minimum garanti et assurance maladie gratuite) :

- ceux qui avaient un travail et l'ont perdu sans que ce soit de leur faute, dans une entreprise qui a finalement été fermée, suite à l'examen de sa situation économique déficiente. Cette décision de fermeture dépend de la collectivité locale (où sont représentés travailleurs, consommateurs, syndicats, LCY) puisque c'est aussi elle qui assume le soutien éventuel et la remise sur pied de l'entreprise.

Par contre la loi interdit la mise au chômage pour raison d'amélioration technique de la production : toute collectivité qui veut réduire le nombre de ses travailleurs pour raison de modernisation est tenue de leur assurer préalablement un nouvel emploi équivalent.

- ceux qui demandent un emploi pour la première fois (cf jeunes, femmes). Ils n'acquièrent ce statut et ses avantages que s'ils acceptent en retour de prendre n'importe quel poste pour lequel ils sont qualifiés et si besoin est de changer de lieu de séjour; ou de se recycler éventuellement si on n'arrive pas à trouver un emploi dans la branche cherchée.

2) les « personnes à la recherche d'un travail » : ce sont les paysans désireux de trouver un emploi dans l'industrie pour compléter leurs ressources. Il s'agit aussi souvent des travailleurs de retour de l'étranger (qui sont précisément souvent des paysans qui retournent à leurs fermes) : ces personnes bénéficient de l'assurance-maladie gratuite (celle-ci n'est pas accordée aux paysans dans la plupart des Républiques). Beaucoup d'étudiants et de paysans sont ainsi inscrits aux bureaux d'emploi pour bénéficier de cette assurance-maladie.

D'après l'organe des
syndicats
janvier-février 1978

Leur orientation (qui n'est pas nouvelle) sur ce plan vise à étendre les capacités productives du pays en faisant en particulier appel aux capitaux étrangers, à stimuler le développement de petites entreprises privées artisanales, et à permettre l'association de travailleurs (et de leurs ressources accumulées à l'étranger) dans l'ouverture de nouvelles entreprises qui leur donnent du travail.

2) Se donner les moyens de réaliser ces choix. L'Etat s'est doté d'un arsenal lui permettant d'intervenir pour faire respecter les grandes orientations du plan social. Mais les moyens administratifs sont considérés à juste titre comme d'une efficacité limitée. C'est la raison

pour laquelle toute une série de mesures visent à donner plus de responsabilités à l'autogestion dans les limites déjà évoquées, et à harmoniser les objectifs déjà décidés centralement avec ceux exprimés dans l'autogestion :

a) par le mode d'élaboration du plan social qui fait l'objet d'une longue période de confrontation et d'harmonisation aux plans locaux (sans pour autant que divers projets nationaux alternatifs puissent se confronter entre eux, nous y reviendrons).

b) Par l'introduction d'un « système de délégations » qui est censé permettre d'associer les travailleurs à la gestion politique des budgets et des choix élaborés au niveau des

Sur le droit de grève

Les grèves ne sont ni interdites ni officiellement autorisées en Yougoslavie. A plusieurs reprises depuis 1969, la question a été ouvertement débattue de les légaliser. Dans une interview le 5 avril 1977, Jure Bilic, membre du Comité exécutif du présidium de la LCY disait au journal *Borba* du 7 avril : «*Le droit de grève oblige à résoudre toutes les contradictions sociales et les problèmes de l'autogestion (...) Moralement, les grèves devraient devenir un instrument destiné à encourager le développement des forces productives et des relations sociales*», mais elles doivent être «*contrôlées*» car elles peuvent être «*utilisées à des fins contre-révolutionnaires*».

Extraits d'une interview télévisée en direct avec le président des syndicats yougoslaves, Spiljak, à la mi-novembre dernier :

Question : (...) Approuvez-vous les arrêts de travail ?

Réponse : ce n'est pas une bonne chose, lorsque cela arrive, mais cela arrive (...) Pour différentes raisons. Tout d'abord en raison de la violation des droits autogestionnaires et de procédés bureaucratiques ou parce que l'organi-

sation du travail se trouve dans une situation difficile, en déficit, et que l'on avait caché la situation aux travailleurs (...) Dans ces cas, les travailleurs arrêtent le travail, mais pas pour longtemps. Mais nous ne pensons jamais - en tant que syndicats - que les travailleurs ont en premier lieu tort. Question : Comment expliquez-vous que les syndicats ne mènent jamais ces grèves ?

Réponse : Très simplement. Les syndicats doivent veiller à ce que de telles situations ne se présentent pas. Si cela arrive, cela veut dire que le syndicat a préalablement failli à sa tâche et s'il a tout le temps mal fonctionné, comment peut-il mener (les grèves) ?

Question : Approuvez-vous l'arrêt de travail ?

Réponse : Nous ne pouvons déclarer à l'avance que nous l'approuvons, car il constitue en lui-même une négation de l'autogestion et des rapports autogestionnaires. Mais si cela arrive, alors nous ne pouvons pas le condamner automatiquement.

Tiré du journal des
syndicats yougoslaves,
nov.-déc. 1977

communes, Républiques et provinces autonomes, mais non pas au niveau fédéral...) : les organes d'Etat de ces divers niveaux (appelés «institutions socio-politiques» contiennent en effet désormais trois chambres représentant respectivement les habitants, les travailleurs organisés dans leurs unités de travail (appelées OBTA : organisations de base du travail associé) et les organisations socio-politiques en tant que telles (LCY et ses organisations de masse politiques et syndicales). Parmi les membres de ces diverses chambres, il n'y a donc plus seulement des sortes de députés locaux, mais des délégués élus et mandatés par les assemblées et délégations de travailleurs dans chaque OBTA.

Outre ce système de délégations, dont nous verrons plus loin les limites, la nouvelle Constitution créée :

c) les «communautés autoges-

tionnaires d'intérêt» qui rassemblent, aux divers niveaux géographiques, les utilisateurs de services et les travailleurs de ces services (par exemple dans la Santé, l'Éducation...). Les Yougoslaves parlent à cet égard de «désétatisation» dans la mesure où ces fonctions étaient autrefois assumées par l'Etat et qu'elles sont désormais prises en charge directement par les intéressés (les producteurs et les utilisateurs), qui déterminent ensemble les besoins, les ressources, les plans de développement dans le cadre du plan social.

d) Enfin, les prix et les revenus sont censés être désormais déterminés par «accords» et «conventions» «autogestionnaires», sous contrôle d'agences fédérales ou républicaines en fonction de certains critères élaborés centralement. Certains biens font l'objet «d'échanges direct de travail» entre OBTA. Ce

sont là des mesures qui visent au dépérissement du rôle du marché dans ces domaines.

3) Contre ceux que les dirigeants yougoslaves désignent par «*techno-structures*», c'est-à-dire les directions d'entreprises qui ont acquis dans la période antérieure une certaine autonomie, plusieurs types de mesures ont été prises : suppression des dépôts anonymes des banques, nouveau règlement du système bancaire et du crédit, renforcement des critères «politiques» dans la nomination aux postes de responsabilité. Mais aussi la mise en place d'unités plus petites à autogérer par les travailleurs pour qu'ils en contrôlent mieux le fonctionnement : les grandes entreprises (OTA : organisation du travail associé) sont subdivisées en organisations de base du travail associé (OBTA) définies néanmoins à partir d'un processus complet de production d'un bien ou d'un ser-

Petite histoire d'une grève

Le 27 octobre 1977, une collision se produisit à Zagreb entre un luxueux car de police et un tramway, à une heure de grande affluence. Le conducteur de car de police était responsable de cet accident. Furieux des dégâts commis sur leur beau car, les policiers molestèrent le conducteur du tramway. L'incident en serait resté là si, trois jours plus tard, le lundi matin à l'heure de pointe, les travailleurs des tramways ne s'étaient pas mis massivement en grève pour exiger justice contre la brutalité des policiers. La réaction des dirigeants politiques de Zagreb et de Croatie fut prompte face à ce qui devenait un sujet central de débat partout à Zagreb : ils traduisirent les policiers devant la justice et allèrent, dit-on, jusqu'à proposer aux travailleurs des tramways des augmentations de salaires que ceux-ci n'avaient pas demandées... Dès décembre, le procès eut lieu et condamna les policiers. Les autorités du parti reprochèrent à la presse de n'avoir pas informé de cet incident, laissant ainsi la rumeur publique faire ce travail et se répandre partout. La presse ne se le fit pas dire deux fois, et couvrit largement le procès de décembre.

vice, susceptible d'être comptabilisé. Les OBTA sont dotées de divers organes d'autogestion. Leur conseil ouvrier (CO) y est élu pour deux ans, composé en proportion de la composition sociale de l'OBTA; le direc-

teur, nommé et révocable par le CO, peut assister de droit au CO, mais n'y a pas le droit de vote. Les exécutifs du conseil ouvrier sont mandatés pour deux ans et leurs

membres ne peuvent être réélus deux fois de suite. L'entreprise globale est dotée d'un conseil ouvrier composé de délégués des CO de chaque OBTA, en proportion de la grandeur de chacune d'entre elles.

Les assemblées de travailleurs et leurs conseils ouvriers sont responsables de la gestion du revenu de l'OBTA. Voici, en résumé, un récapitulatif de la façon dont ce revenu se forme et se répartit dans les différentes structures où la gestion des fonds est prise en charge :

DECOMPOSITION DU REVENU

I. Revenu global

Revient à l'organisation de base du travail associé (OBTA), unité de production au sein même d'entreprises plus grandes, ou unité de travail fournissant un service.

II. «Revenu» de l'OBTA :

(Les prélèvements ci-contre diffèrent selon le mode de gestion des fonds)

III. «Revenu net» :

MODE DE DETERMINATION

Provient de la «vente» (selon les nouvelles modalités de formation des prix) de produits ou services sur le marché.

NB. Certains biens et services font l'objet d'échange direct de travail entre OBTA, en dehors du marché.

a) - Prélèvements pour fonds collectifs (recherche scientifique, santé, éducation) : autrefois gérés par l'Etat sur son budget. Actuellement gérés par des «communautés autogestionnaires d'intérêts» où participent les délégués des organisations de travail associé (ensemble des travailleurs), et les délégués des organismes chargés de ces services collectifs. L'Etat intervient comme médiateur en cas de désaccords. Ces «communautés» établissent quels sont les besoins et les ressources, le plan de développement et ses modalités de financement.

b) Prélèvements pour les autres fonds collectifs :

- réserve;
- pour favoriser l'exportation de biens d'équipement;
- pour financer les régions sous-développées;

Les décisions pour l'alimentation de ces fonds sont prises par l'Etat en liaison avec les représentants des travailleurs chargés de gérer ces fonds et avec les OTA.

c) Prélèvements pour les «besoins sociaux» qui relèvent du budget de la Fédération, des Républiques et des Provinces autonomes, ou des communes.

Les décisions concernant ces fonds sont prises par les assemblées de ces «communautés socio-politiques», qui incluent désormais des chambres composées des délégués des organisations du travail associé (entreprises, bureaux), en vertu du nouveau système de délégations.

Les décisions prises dans la plupart de ces instances font l'objet de «conventions autogestionnaires» ou d'«accords salariaux» qui doivent être établis dans le cadre des grandes priorités déterminées par le plan.

Il est réparti sur la base de décisions autogestionnaires entre :

- a - Fonds de l'OBTA - fonds pour l'extension de la base matérielle de la production (reproduction élargie)
 - fonds pour la consommation collective des travailleurs de l'OBTA (construction de logements, crèches, centres de loisirs supplémentaires).
 - réserves
- b - Revenus personnels bruts (établis sur la base d'un système de points tenant compte des responsabilités, de la difficulté du travail, etc.). La hiérarchie des revenus ne doit légalement pas dépasser 1 à 5.
 - contribution éventuelle de chaque travailleur à des fonds de communautés d'intérêts auxquelles il a pu s'associer localement, selon ses propres besoins.
- c - Revenu personnel net

... ET LA REALITE

Deux séries de questions conditionnent l'application de ces mesures :

- Quel est l'état de la démocratie politique en Yougoslavie, c'est-à-dire au travers de quels processus politiques une conscience collective des travailleurs peut-elle se forger ?

- Quelles sont les conditions socio-culturelles d'application du nouveau système proposé ? (Ce qui conditionne également la formation de cette conscience collective.)

Ces données éclaireront les raisons des impasses manifestes du nouveau système, dont nous donnons quelques premiers indices.

Sur le plan politique : les marxistes de gauche collaborant à la revue *Praxis* qui a été interdite après 1971, ont souvent dénoncé les limites profondes des libertés démocratiques en Yougoslavie, et attribuent à ce facteur une responsabilité essentielle dans le non-fonctionnement de l'autogestion (ils y ajoutent à juste titre le rôle néfaste qu'a eu l'extension du marché). Quelles que soient les différences réelles du système yougoslave par rapport à ses voisins de l'Est (beaucoup plus grande liberté de voyage, d'information et d'expression), les dirigeants titistes sont restés fidèles à la conception stalinienne du parti unique. Le tournant de 1971 a, y compris, tenté de restaurer son monolithisme. En vain, et au détriment de la qualité du recrutement de la LCY, très probablement : sans s'illusionner sur la qualité du recrutement avant 1971, il est néanmoins évident que lorsqu'on interdit la confrontation publique des idées se réclamant du socialisme, et lorsqu'en outre on fait de l'appartenance à la LCY le critère politique essentiel pour accorder des responsabilités, on recrute des arrivistes cyniques, et on réprime les militants, les intellectuels communistes de plus grande valeur. Tel est le cas des enseignants de *Praxis*.

Or, il est évident que le régime interne à la LCY se répercute sur la démocratie politique en général en Yougoslavie : si des tendances n'ont pas le droit d'exprimer publiquement leurs points de vue (et n'ont pas les moyens d'exister collectivement comme tendances organisées)

«Profit collectif» et «revenu collectif»

Lorsque plusieurs OBTA participent en chaîne à la production d'un même bien, le profit réalisé sur le marché n'est désormais plus attribué à la seule OBTA qui a fini le produit, mais réparti entre toutes les OBTA au prorata de l'apport en travail, en tant que «profit collectif». En outre, plusieurs OBTA peuvent s'associer pour réaliser un investissement et créer ainsi une nouvelle OBTA si celle-ci permet d'augmenter la productivité de leur travail collectif (par exemple le développement d'une matière première). Le nouveau Revenu Global de l'OBTA créée revient en premier lieu aux travailleurs de cette OBTA qui bénéficient des mêmes droits d'autogestion que les autres. Mais une partie de ce revenu est restitué aux OBTA investisseuses sous forme de remboursement des fonds avancés, remboursement automatique affecté à leurs fonds productifs. Une «compensation» leur est en outre versée, dans la mesure où en réalisant l'investissement, ils ont ainsi cristallisé une partie de leur propre travail et se sont privés d'un revenu immédiat. Mais cette compensation ne vaut que pour autant que les fonds n'ont pas été remboursés et s'achève avec le recouvrement. Il ne s'agit donc pas «d'actions», mais de la recherche de mécanismes qui lient l'intérêt individuel des travailleurs aux augmentations collectives de productivité et à la gestion du «capital social». Des phénomènes d'exploitation d'entreprises par d'autres ont néanmoins été parfois dénoncés.

cela revient également à interdire toute possibilité d'expression organisée d'une orientation de rechange à la LCY à l'extérieur. Le débat sur le pluralisme politique est très important aujourd'hui en Yougoslavie (plusieurs colloques et articles ont porté sur ce thème). D'autant que les eurocommunistes se proclament pour. Cet aspect des eurocommunistes a été critiqué par les dirigeants yougoslaves qui y voient bien évi-

demment une remise en cause de leur propre système. La thèse en vogue dans les hautes sphères est de dire qu'on est à la fois contre le système de parti unique à la mode stalinienne et contre le pluripartisme des démocraties bourgeoises qui serait une forme politique dépassée de la démocratie. On y oppose un autre «pluralisme» : celui de l'autogestion ; puisqu'il est vrai que celle-ci permet l'expression d'intérêts sociaux multiples. Certes. Mais quels sont les moyens pour qu'une conscience globale des problèmes, dépassant les points de vue locaux et corporatifs, se forge parmi les travailleurs ? C'est la LCY qui en tient lieu. C'est-à-dire qui s'auto-proclame porteuse de la conscience d'avant-garde, du point de vue prolétarien correct. L'engrenage stalinien est bien là, précisément parce que la réalité sociale qui s'exprime dans l'autogestion est très hétérogène et parce que, comme se plaisent à le reconnaître les dirigeants yougoslaves, les travailleurs se comportent encore trop comme des «saliariés» et se préoccupent peu des grands choix de développement, précisément aussi parce que le changement d'état d'esprit ne se fera pas spontanément, il faut que les travailleurs puissent se sentir concernés par les grands débats d'orientation. Ils ne peuvent que se sentir désarmés, hors de la politique, s'ils n'ont pas de moyens collectifs de prendre part à ces débats, et aux choix qui les concluront, et surtout si une seule orientation leur est imposée de fait.

Manifestement, il y a actuellement au sein même de la LCY des points de vue différents sur cette question qui fait donc un des enjeux du congrès à venir. Il semblerait que le projet de statut de la LCY instituerait le droit des minorités à s'exprimer dans le parti en respectant publiquement les décisions majoritaires; ce qui ne résoudrait pas le problème du droit à l'expression organisée et publique des diverses orientations proposées. Plusieurs membres de la direction croate ont eu l'occasion de dire qu'ils sont pour la confrontation - et non la répression administrative - publique des idées. C'est évidemment dans les actes qu'on testera les promesses : en particulier la réintégration dans leur emploi de ceux qui ont

été démis de leurs fonctions pour raisons de divergences politiques (cf une lettre ouverte à Tito adressée récemment sur ce thème par sept intellectuels yougoslaves, dont six enseignants de *Praxis*), l'arrêt de toute répression pour divergences idéologiques et la restauration des possibilités de parution de revues comme *Praxis*.

Derrière le pluralisme politique, c'est aussi la nature du pouvoir qui est en jeu : car le monolithisme actuel induit inévitablement la fusion de l'Etat et du parti unique, et l'utilisation des organisations de masse - syndicales en premier lieu - comme courroies de transmission de la politique du parti. Là aussi, le problème semble posé au sein de la LCY et les nouveaux statuts stipuleraient la séparation des fonctions (l'impossibilité de cumuler des responsabilités à la tête de la LCY et de l'Etat). Là encore ce seront les actes qui devront être jugés et on voit mal l'ensemble des responsables actuels de l'Etat démissionner de leurs fonctions...

Sur le plan social, lui-même, comme à l'Est, la plupart des Yougoslaves cherchent à augmenter leurs revenus en ajoutant un travail au noir à leur semaine de 40 heures. Il y a là un obstacle essentiel à toute démocratie politique et même à la mise en oeuvre du nouveau système yougoslave : il n'est même pas nécessaire d'imposer administrativement des candidats de la LCY aux postes de responsabilité pour en exclure la masse des travailleurs : participer à la gestion des fonds pris en charge par les communautés d'intérêts, à la gestion des questions politiques traitées au niveau des communes et des Républiques (pour n'en rester que là) exige du temps, exige une formation adéquate. Même sans y prendre de véritables responsabilités, les travailleurs ne peuvent même pas envisager de contrôler leurs propres délégués s'ils n'ont pas le minimum de formation, d'informations, de temps pour exercer valablement ce contrôle. Quand on sait qu'en outre le chômage est important en Yougoslavie, la réduction massive du temps de travail à la fois pour répartir le travail entre toutes les mains et pour réaliser les tâches d'autogestion, devrait être un objectif central. Nous ne l'avons

vue apparaître nulle part jusqu'ici. Les inégalités culturelles ne peuvent dès lors que renforcer la «sélection naturelle» de ceux qui participent aux organes de gestion.

Les faits sont là pour illustrer ces données :

Les statistiques fournies par *Yugoslav Survey* de mai 77 concernant la composition des chambres des communes sont très éclairantes : en pratique 66% de leurs membres ont dû être fonctionnarisés (alors que le principe de départ devait être de conserver le poste de travail). Dans les régions les plus pauvres et les plus retardataires sur le plan culturel (Kosovo, Monténégro, Macédoine) le pourcentage est de 80% de fonctionnaires et plus. Dans ces mêmes régions il n'y a pas un seul ouvrier dans ces organes. Les OBTA sont en fait la plupart du temps représentés par leurs *managers*. La proportion totale de femmes y est de... 4,5% (là encore, plus élevée dans les régions riches; plus faible - 0,5% - dans le pauvre Kosovo). Ces chiffres sont pourtant des plus favorables, par rapport à ce que doivent donner les résultats dans les instances de pouvoir supérieures...

Sur le plan économique, il semble que les résultats de 1977 correspondent en partie à certains des objectifs fixés (en particulier le développement plus rapide des régions retardataires et l'exploitation des ressources naturelles). Par contre, plusieurs hauts dirigeants ont dû lancer des appels solennels contre certaines «tendances négatives». En particulier, Berislav Sefer, vice-président de la Fédération, soulignait dans une interview au quotidien *Borba* du 25 février 1977, le «manque de discipline des entreprises». Ce qui peut en réalité rendre caduc tout le projet au niveau de la détermination des revenus et des prix sur la base d'accords sociaux. Selon Sefer, les entreprises augmentent leurs prix au-delà des niveaux fixés pour couvrir leurs dettes (souvent d'autant plus importantes que jusqu'à la mise en place de lois récentes sur les crédits, rien ne contraignait les entreprises à payer ces dettes). La productivité du travail reste faible; selon la même interview, les travailleurs ne travailleraient que quatre

ou cinq heures sur les huit heures de travail qu'ils sont censés faire par jour (et il est vrai que les rythmes de travail sont réputés pour leur décontraction). Une grande proportion des moyens de travail (25 à 30%) serait sous-employée. L'évolution des salaires n'a pas été non plus conforme aux prévisions et plusieurs commentateurs notent les augmentations de salaires même dans le cas d'entreprises déficitaires. Sefer le souligne et ajoute que les dépenses faites pour les activités d'éducation, de santé et de culture ont augmenté à un taux plus élevé que le taux de croissance de l'économie tout entière. Il se plaint de la prolifération d'universités et d'autres instituts d'éducation supérieure comme d'un luxe que le pays ne pourrait pas se payer...

Dans le secteur bancaire où la plus forte accumulation de fonds incontrôlés s'était réalisée dans la période antérieure, les nouvelles réglementations semblent loin d'être appliquées. Le journal des syndicats de juillet-août 1977 parle de «sourdes résistances» dans les milieux bancaires et n'hésite pas à dire à quel point «la réalité bancaire est loin de la politique proclamée».

Autrement dit, on voit mal comment ce nouveau système fait de demi-mesures pourrait résoudre les tensions sociales considérables de la Yougoslavie. En conservant le monopole de la centralisation politique, la direction titiste vide de leur contenu les institutions mises en place. De même que les comités po-

PRECISION

Une de nos lectrices nous demande de préciser, à la suite de la parution dans le No 23 d'«Inprecor-Intercontinental Press» (3 mars 1978) du document de communistes polonais intitulé «Pour une démocratie socialiste» et illustré par une photo de Jacek Kuron, que celui-ci, co-auteur de la «Lettre ouverte» mentionnée dans la présentation du document et l'un des principaux animateurs du KOR dont le document traite abondamment, est devenu, sans pour autant renoncer à son attitude d'oppositional, l'un des idéologues de l'anti-marxisme parmi les opposants polonais et que ses opinions actuelles n'ont rien en commun avec les auteurs du document.

pulaires de la Libération étaient chapeautés et centralisés uniquement par le parti, de même l'autogestion reste-t-elle le fait essentiel de la LCY. Il est donc normal et légitime que les travailleurs utilisent les quelques pouvoirs qu'on leur accorde au niveau où on les leur accorde et qu'ils améliorent leur consommation personnelle et collective autant qu'ils le peuvent. Et l'on sait qu'en réalité celle-ci est bien loin d'être satisfaisante et que même les décisions autogestionnaires sur le plan des revenus ne sont pas toujours respectées et contraignent à des grèves de plus en plus fréquentes (4).

En même temps, les droits conférés formellement aux travailleurs yougoslaves dans le cadre du nouveau système, n'ont jamais été accordés ailleurs dans le monde. Ils illustrent l'actualité d'une réelle république des conseils ouvriers, d'un réel système d'autogestion intégrée, centralisée démocratiquement comme base du pouvoir d'Etat ouvrier. Nous sommes bien convaincus que le niveau économique et social de départ de la Yougoslavie d'après-guerre, et même encore le sien aujourd'hui, sont autant d'obstacles à la réalisation d'un tel système de démocratie socialiste. Nous sommes également convaincus que l'apprentissage du pouvoir, des responsabilités au plus haut niveau, ne se fait pas spontanément et que l'héritage culturel des systèmes antérieurs est un lourd handicap pour que se forge une nouvelle conscience de classe.

On ne défend pas les intérêts des travailleurs à leur place. On ne transforme pas les intérêts des travailleurs



Belgrade le 25 mai 1977, la foule attend l'arrivée de Tito, massée devant l'Assemblée fédérale.

hors des tâches de gestion de la société tout entière. Et on ne peut construire le socialisme en interdisant la confrontation la plus riche

des points de vue et sans donner les moyens culturels, sociaux et politiques aux travailleurs de sortir enfin de leur condition de salariés.

NOTES

1) Cf. Catherine Verla «Inprecor» No 39, 5 décembre 1975 : «Le point d'une situation confuse» et No 61/62, 11 novembre 1976 : «Des choix fondamentaux».

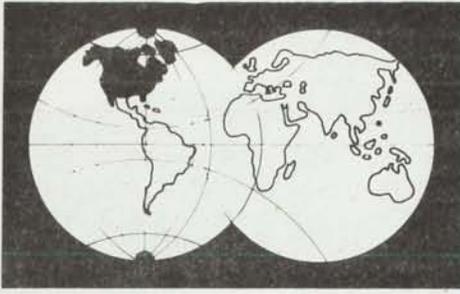
Cf. également «Critique communiste» numéro spécial sur l'URSS : «Les voies de la restauration capitaliste : l'exemple yougoslave».

2) Kardelj : «Les contradictions de la propriété sociale dans le système socialiste» - Editions Anthropos.

3) Faute de mieux, Kardelj parle de «capital social» et de «capital d'Etat» sans pour autant définir ces sociétés comme capitalistes d'Etat; il considère qu'il faut les analyser dans le cadre de la transition au socialisme.

4) Une grève d'une journée s'est par exemple déclenchée à la fin février dans l'OBTA d'une aciérie de Slovénie. Les travailleurs exigeaient l'ajustement de leurs revenus sur ceux des autres OBTA du complexe industriel. Les dirigeants s'y opposaient pour des raisons de modernisation de l'entreprise.

Il semble qu'en une journée, la grève apporta la satisfaction des exigences ouvrières. La presse yougoslave en a largement parlé ce qui correspond à l'orientation actuelle des dirigeants yougoslaves : mieux vaut laisser le droit de grève de fait qui permet de mieux connaître - et éparpiller - les conflits plutôt que d'aboutir à des explosions «à la polonaise» par manque de soupapes de sécurité.



États-Unis

Les mineurs défient les patrons et la Maison-Blanche

Les patrons étaient convaincus que les mineurs viendraient en rampant à la table des négociations bien avant que les réserves ne soient épuisées et qu'une victoire contre l'UMW les mettrait en position favorable pour négocier le contrat dans les chemins de fer, l'automobile et les transports routiers.

Matilde ZIMMERMANN

Au cours du week-end de Pâques, les mineurs de charbon en grève aux États-Unis ont voté pour l'acceptation de la troisième version du contrat qu'Arnold Miller, président du syndicat des mineurs, a négocié avec les patrons. Cependant, une minorité significative de 40% a voté contre. Ce vote met fin à la plus longue grève de mineurs de charbon de toute l'histoire des USA.

Ce contrat fut négocié sous la pression du gouvernement fédéral. Carter a utilisé la loi Taft-Hartley pour essayer d'obliger les mineurs à reprendre le travail. Cette loi avait été adoptée par le Congrès en 1947 comme une arme antisyndicale pour l'arsenal de la classe possédante. Elle donne au Président, pendant une période de «trêve» de 80 jours, le droit de réquisitionner les travailleurs en grève, sous la menace de lourdes sanctions comprenant des amendes et de la prison. Pendant cette période, les négociations continuent. Au moment de son adoption, le mouvement ouvrier l'avait correctement qualifiée de «loi d'esclavage du travail», mais la bureaucratie syndicale de collaboration de classe n'a jamais organisé de lutte effective contre cette loi.

Les mineurs ont déjà défié le recours à la loi Taft-Hartley dans le passé. C'est ce qu'ils ont fait cette fois encore et la vague militante et la solidarité ont été extrêmement fortes. On estime qu'environ 100 seulement des 160 000 mineurs grévistes ont obéi à l'ordre de réquisition. Et

en réponse, il y eu une vague de fond de solidarité dans les rangs du mouvement ouvrier en général.

Outre la loi Taft-Hartley, Carter avait envisagé d'utiliser un autre procédé que des présidents précédents avaient déjà utilisé contre les mineurs : une «saisie» temporaire des mines. Sous la saisie, le gouvernement fédéral prend les mines en charge, les travailleurs sont censés retourner au travail et le gouvernement négocie alors directement avec le syndicat. Quand la grève est terminée, le gouvernement rend les mines aux patrons avec leurs profits. Pendant que les mines sont sous contrôle temporaire, le gouvernement protège tous les secrets commerciaux des propriétaires.

Si Carter a choisi la loi Taft-Hartley au lieu de la saisie, c'est pour éviter d'avoir à négocier directement pour les patrons. En effet, dans ce cas là, la confrontation entre les mineurs et le gouvernement serait devenue encore plus vive.

Les termes du nouveau contrat qui a été accepté par les mineurs leur sont certes moins défavorables que ceux des propositions antérieures; mais ce ne sont pas tant les quelques concessions patronales que le sentiment d'avoir fait plier le patronat et la Maison-Blanche qui représentent l'acquis de cette grève pour les mineurs. Cette grève et son impact sur le reste de la classe ouvrière reflètent une nouvelle situation de la lutte des classes aux États-Unis.

● La grève nationale des mineurs est la plus importante épreuve de forces qu'ait connue la lutte des classes américaine depuis trente ans. Ses énormes répercussions se feront sentir dans la prochaine vague des batailles sociales qui s'annoncent clairement aux États-Unis.

Le 5 mars, à une majorité de plus des deux tiers, les mineurs ont rejeté le contrat négocié par le président de l'United Mine Workers (UMW : Syndicat unifié des mineurs), Arnold Miller, et les propriétaires des mines. Alors que la grève entrait dans son 91e jour, le président Carter se préparait à annoncer quel moyen il utiliserait pour la briser.

Les patrons des mines ont provoqué la grève en remettant ouvertement en cause les droits et les avantages conquis par les mineurs au cours des années précédentes. Ceci représentait une nouvelle phase de l'offensive du patronat, la première tentative sérieuse depuis la fin de la guerre pour briser la puissance des principaux syndicats d'industrie.

Afin d'accroître leurs profits et d'améliorer leur position dans la concurrence internationale, les capitalistes américains ont tenté de réduire de manière significative le niveau de vie des travailleurs aux États-Unis. Cependant, ils ne s'en prirent pas à toute la classe ouvrière à la fois. Ils ne commencèrent pas non plus à s'attaquer au secteur le plus fort.

Les premières victimes furent ceux qui se trouvaient déjà au bas de l'échelle. Le chômage des Noirs gonfla. Les femmes furent renvoyées dans leur foyer ou confinées aux travaux les plus pénibles par les réductions de crédits et les attaques contre leurs droits légaux. Les capitalistes affrontèrent directement quelques syndicats, mais ils choisirent les plus faibles, ceux dont les directions avaient fait preuve de la plus abjecte capitulation : les syndicats d'employés publics, par exemple, qui furent dressés contre les communautés des nationalités opprimées comme à New York ou à Atlanta; les syndicats corporatifs, rendus inaptes à la lutte par des dizaines d'années de défense de la priorité de l'emploi pour les hommes blancs.

Mais en fin de compte, les patrons durent s'attaquer à la classe ouvrière et à ses syndicats d'industrie. Il existe une limite à la quantité de profit supplémentaire qui peut être extorquée aux travailleurs noirs ou aux travailleuses qui vivent au niveau minimum de subsistance, même dans les périodes les plus prospères. La seule possibilité d'accroître véritablement les profits ne pouvait provenir que de l'élimination de certains des avantages de salaire et de conditions de travail conquis par les grands syndicats d'industrie dans les luttes passées.

Les patrons se mirent à parler, non plus seulement de rester sur leurs positions dans les négociations contractuelles, mais même de revenir en arrière. Wayne Horvitz, médiateur du gouvernement pour les Affaires du travail, décrivait la situation en ces termes : *«Le patronat est en train de tester les rapports de forces pour voir jusqu'où il peut aller. Les employeurs estiment que pendant des années, ils ont cédé plus qu'ils n'auraient dû à tous les syndicats et que le moment est peut-être venu d'en reprendre au moins des parties.»* (Wall Street Journal, 27 janvier 1978).

Les patrons ont choisi de lancer leur nouvelle offensive par un défi à l'UMW, le syndicat des mineurs. Les effectifs du syndicat étaient tombés de 500 000 mineurs dans les années 40 à 160 000 en 1977. De 70% en 1974, les mineurs affiliés à l'UMW n'extrayaient plus

que 50% du charbon trois années plus tard. Le syndicat avait été déchiré par une campagne électorale interne âpre et confuse, à l'issue de laquelle son président, Arnold Miller, fut reconduit dans ses fonctions sans bénéficier du soutien de la majorité.

Par ailleurs, les propriétaires des mines se trouvaient en relativement bonne position et pouvaient compter sur l'appui de toute la classe dominante dans leur attaque contre les mineurs. Les propositions de Carter dans le domaine de l'énergie prévoyaient de doubler la production actuelle de charbon - 680 millions de tonnes - jusqu'en 1985. Il pouvait en résulter des profits fantastiques si les patrons parvenaient à mater les mineurs combatifs et à accroître la productivité. De plus, ils disposaient de stocks de charbon pour trois ou quatre mois : les patrons étaient convaincus que les mineurs viendraient en rampant à la table des négociations bien avant que les réserves ne soient épuisées. Une victoire contre l'UMW mettrait les patrons en position favorable pour négocier le contrat dans les chemins de fer, peu après en 1978, et ceux de l'automobile et des camionneurs en 1979.

LE ROLE DE L'UMW

Tout ceci était particulièrement vrai en raison du rôle traditionnel joué par l'UMW dans l'histoire du mouvement ouvrier américain et de sa réputation de combativité. Comme le disait Harry Patrick, ancien responsable national du syndicat : *«Si vous avez l'UMW, vous avez le grand-père de tous les syndicats.»*

Mais deux traditions de l'UMW causaient de gros soucis aux patrons; toutes deux avaient à voir avec l'utilisation de l'arme de la grève. La première, «pas de contrat, pas de travail», signifiait que le syndicat ne renonçait pas au seul moyen dont il disposait pour faire pression sur les négociations. La seconde, c'était le caractère inviolable du piquet de grève. Les propriétaires des mines se plaignaient amèrement des grèves «sauvages» qui leur avaient coûté 2,5 millions de journées de travail en 1977. Avec ou sans l'aval officiel du syndicat, la mise en place de quelques piquets de grève

pouvait bloquer n'importe quelle mine et, si besoin était, étendre la grève aux autres puits.

Au sein de l'UMW dans les années 70, deux changements étaient intervenus, qui allaient prendre une importance croissante au fur et à mesure que se développait la grève. En 1972, un mouvement de réforme, appelé «Mineurs pour la démocratie», avait renversé la machine syndicale corrompue de Tony Boyle et avait conquis certains droits fondamentaux, avant tout le droit de vote de la base sur le contrat. En même temps la composition de l'UMW se trouvait profondément modifiée. Avec l'arrivée dans les mines de dizaines de milliers d'anciens combattants de la guerre du Vietnam, la moyenne d'âge des mineurs tombait en quelques années de cinquante-cinq ans environ à un peu plus de trente ans.

LES MOTIFS DE LA GREVE

Les patrons des mines abordèrent les négociations contractuelles en exigeant que le syndicat cède sur tous les fronts : les mesures de sécurité, les conditions de travail, les garanties contre les hausses du coût de la vie, les congés et la retraite. Mais leur but essentiel était de mettre fin aux grèves sauvages. Le *Wall Street Journal* du 21 février citait les propos d'un industriel disant que le droit de licencier les mineurs ayant organisé des piquets de grève ou y ayant participé est *«un impératif absolu pour nous»*.

Aux Etats-Unis, le travail dans les mines est le plus dangereux du secteur industriel. Deux mille mineurs ont été tués dans des accidents de travail au cours des dix dernières années. Toutes les semaines, 77 mineurs meurent de silicose.

Un contrat signé par l'UMW en 1974 comprenait une procédure compliquée de plainte et d'arbitrage destinée à résoudre les conflits sur les questions de sécurité. Les mineurs, pour qui la sécurité du travail est une question de vie ou de mort, ont dû passer outre à ces procédures et tout simplement bloquer les mines pour forcer les employeurs à revenir sur leurs dangereuses violations des garanties conquis par le syndicat. Les mineurs savent bien

qu'il faut en moyenne 44 semaines pour qu'une plainte suive son cours, et moins de quelques secondes pour qu'une explosion obstrue un tunnel. L'accumulation des cas à traiter est telle que certaines plaintes, déposées il y a trois ans, n'ont pas encore été tranchées. Parmi les 400 plaintes référées en arbitrage dans le 30e district de l'UMW, très peu ont été résolues de manière favorable au syndicat.

Outre le droit de grève, les mineurs exigeaient le financement des soins et des retraites. Pendant trente ans, l'UMW avait réussi à imposer un remboursement des dépenses de santé qui était un véritable modèle. Celui-ci était financé par les employeurs (au moyen de prélèvements sur les profits réalisés pour chaque tonne de charbon extraite) et contrôlé par le syndicat. Les mineurs bénéficièrent ainsi de soins médicaux gratuits «du berceau au cercueil» et des services d'un réseau de cliniques implantées dans les régions minières. En juillet 1977, ces avantages furent remis en cause : les mineurs étaient désormais contraints de payer toutes leurs dépenses inférieures à 500 dollars (2500 FF environ). Les employeurs déclarèrent ensuite que le montant de leur contribution au remboursement des soins médicaux devait être revu en fonction de l'incidence des grèves sauvages sur la production et qu'il n'était surtout pas question de l'augmenter pour assurer le remboursement total tant qu'il n'y aurait pas de solution définitive au problème des grèves sauvages. Les mineurs prirent très mal le fait que les patrons gardent leur sécurité sociale en otage contre leur droit de grève. Ils jurèrent de rester en grève aussi longtemps qu'il le faudrait pour reconquérir le remboursement total des frais médicaux.

Lorsque la grève commença le 6 décembre, les mineurs se déclarèrent prêts pour une longue bataille; les patrons n'en firent aucun cas. Le *New York Time* du 15 décembre rapportait les propos d'un représentant des propriétaires de mines : «*Ils vous raconteront qu'ils peuvent tenir, mais laissez donc la grève aller jusqu'au premier de l'an et vous entendrez un autre son de cloche.*»

La réalité devait s'avérer plutôt différente. Le 6 mars le président Carter en était encore à préparer la machine gouvernementale à se mettre en route contre la grève des mineurs. Toutes les mines de l'Est du pays, contrôlées par l'UMW, et de nombreuses autres étaient fermées depuis exactement trois mois.

UNE GRAVE FAUTE DE CALCUL

Les capitalistes américains se sont gravement mépris sur l'état d'esprit des mineurs. Durant des années ils avaient grignoté le niveau de vie des travailleurs sans jamais rencontrer une pareille résistance. L'ampleur des exigences patronales mit



Georges Meany, président de l'AFL-CIO

les mineurs hors d'eux et stimula les résistances. Douglas Wriston, un mineur de 37 ans, disait : les compagnies «*veulent tout. Elles essayent de tout prendre, mais le syndicat ne se laissera pas faire.*»

Cette grève démontre que la démocratie syndicale, aussi incomplète soit-elle, peut être une arme puissante dans les mains des travailleurs. Depuis le début, les négociations ont été dominées par le fait que tout accord devrait être approuvé par les hommes et les femmes qui travaillent dans les mines. Elles furent d'ailleurs plusieurs fois interrompues lorsque l'écho des concessions faites par les représentants syndicaux parvinrent aux oreilles des mineurs et provoquèrent leur colère.

Le 6 février, le président de l'UMW, Arnold Miller, conclut un accord avec les patrons organisés dans l'Association des entrepreneurs de charbon bitumineux (Bituminous Coal Operators Association - BCOA). Miller qualifia le nouveau contrat d'«*excellent*» et le décrivit comme «*de loin le meilleur accord négocié dans une branche industrielle au cours des deux dernières années.*» Une majorité écrasante du Conseil de négociation de l'UMW le rejeta, craignant d'affronter la colère certaine des mineurs si le contrat était seulement soumis au vote des syndiqués. Un membre de l'UMW caractérisa l'«*excellent*» accord de Miller comme un «*contrat de bagnard.*»

Ayant échoué à les soumettre, les patrons et la Maison-Blanche montèrent d'un cran dans leur campagne pour isoler, démoraliser et désorienter les mineurs.

L'état d'urgence - sous prétexte de «*pénurie*» d'énergie - fut décrété dans les six Etats du Midwest les plus dépendants de l'électricité produite par les centrales thermiques. Les grévistes furent rendus responsables de la mise à pied d'autres travailleurs; la menace d'un chômage technique encore plus massif fut brandie. On prédit que 2,5 millions de travailleurs perdraient leur emploi vers la mi-mars si le charbon n'arrivait pas; on annonça que les Etats les plus touchés seraient obligés de réduire leur consommation d'énergie de moitié.

Les rues de nombreuses villes de l'Ohio furent plongées dans le noir. En Indiana, les enfants gardaient leur manteau dans les salles de classe glaciales. Les écoles, les bureaux, les cafés et les cinémas ferment partiellement ou totalement. Les contrôles fédéraux de la pollution atmosphérique furent levés dans l'Ohio, dans l'Indiana et dans le Kentucky.

Le but de ce climat de «*crise*» et de ces prévisions alarmistes était de dresser les travailleurs et la population tout entière contre les mineurs. L'intimidation et la violence contre les mineurs, qui avaient marqué la grève depuis le début, s'intensifièrent. Le gouverneur de l'Indiana mobilisa 600 hommes de la Garde nationale pour escorter, l'arme au poing, les convois de charbon extrait par les jaunes.

EXTRAIRE LE CHARBON AVEC DES BAIONNETTES ?

Carter soupesa les diverses options pour briser la grève. Il menaça de recourir à la loi Taft-Hartley pour forcer les mineurs à reprendre le travail pendant les 80 jours réglementaires d'une période destinée à « calmer les esprits ». Tout le monde supposait, cependant, que les mineurs refuseraient d'obéir à une telle réquisition. Dans le passé, la loi Taft-Hartley avait été utilisée à trois reprises et, à chaque fois, elle avait été ignorée par les mineurs.



Arnold Miller, dirigeant de l'UMW

Carter pouvait solliciter l'approbation du Congrès pour saisir les mines. Mais il était peu probable que les mineurs reprennent le travail sans avoir obtenu leur contrat, simplement parce que le drapeau américain aurait été hissé au-dessus des mines; d'autant plus que, sous la saisie, les profits continueraient à être versés aux patrons. Comme le disait Robert Rumberd, un mineur de 49 ans travaillant en Virginie occidentale : « Ils peuvent envoyer l'armée ici, mais ils ne sortiront jamais du charbon de Cabin Creek. » (cité dans le magazine *Time* du 27 février).

Au cours de la dernière semaine de février, la Maison-Blanche s'affairait directement pour tenter

de trouver une solution, alors que les propriétaires de mines et la direction syndicale restaient à l'arrière-plan. Le secrétaire aux Affaires du travail de Carter, Ray Marshall, parvint à un accord avec une compagnie charbonnière, la Pittsburgh and Midway Coal Company (P&M) qui n'était pas affiliée à la BCOA - l'association patronale - et qui employait moins de mille mineurs membres de l'UMW. On fit passer le contrat comme une grande victoire pour les mineurs. Le Conseil de négociation de l'UMW, à la majorité, l'accepta et le présenta comme un modèle pour le contrat de la branche.

La BCOA fit semblant de refuser le contrat de la P&M, en le qualifiant de « capitulation totale » face aux « revendications excessives » des mineurs.

Le 24 février, Carter apparut sur les écrans de télévision et « félicita » les mineurs pour leur « succès significatif », en saluant leur « sacrifice en faveur de la justice dans les mines ». Après que cet appel eût reçu la réponse qu'il méritait dans les puits, Carter révéla sa véritable position : « C'est la ratification ou rien du tout. » Face aux mineurs, il brandit la menace d'une intervention directe du gouvernement pour briser la grève.

Le nouveau contrat, loin de représenter une « capitulation » patronale, n'était qu'une version maquillée de l'accord du 6 février, déjà rejeté. Certaines des attaques les moins importantes contre les droits des mineurs en avaient été gommées. Parmi celles-ci se trouvaient le travail le dimanche, les primes à la productivité et l'amende de 20 dollars par jour pour tous les mineurs qui participeraient à un piquet de grève « sauvage » ou, simplement, respecteraient ses consignes. Les caractéristiques essentielles du « contrat de bagnard » étaient cependant maintenues; à savoir le droit pour les patrons de licencier tout travailleur « qui a participé à un piquet de grève ou qui a été activement impliqué dans un arrêt de travail non autorisé », le remplacement du remboursement automatique des soins médicaux par des assurances privées, ce qui aurait supposé que les mineurs cotisent à ces organismes pour environ 700 dollars par an.

Les mineurs, jeunes ou vieux, ne voulaient pas de la clause du contrat défavorable aux retraités. Ceux qui avaient pris leur retraite avant janvier 1976 ne toucheraient que 275 dollars par mois, c'est-à-dire la moitié de la somme perçue par ceux qui la prendraient plus tard. « Ils ont construit ce syndicat », disait un mineur du nom de Robin Davis à propos des retraités. « Il faut lui garder sa force et, pour ça, il faut penser à eux. » (*New York Times* du 26 février).

Les dirigeants de l'UMW partirent en campagne pour faire accepter le contrat par les mineurs. Durant la semaine précédant le vote, les villes minières furent bombardées par les annonces publicitaires que passait la télévision pour chanter les louanges du contrat. Elles étaient produites par une firme de relations publiques dont les tarifs élevés étaient réglés par la direction syndicale avec les cotisations des mineurs. Arnold Miller essaya de faire avaler ce contrat injuste par la base de l'UMW. Cela lui valut la haine généralisée des adhérents du syndicat. Une pétition circule pour exiger la révocation de Miller. Elle a déjà recueilli 4000 des 13 500 signatures nécessaires selon les statuts. Dans le 2e district de l'UMW, en Pennsylvanie, les 63 sections syndicales, au complet, ont demandé sa démission.

Tandis que la grève s'étendait, Miller passait au second plan, détesté par les deux parties en conflit. Aux patrons, il ne pouvait donner la « paix sociale » qu'ils exigeaient, et pourtant il ne ménageait pas ses peines. Aux mineurs, il ne pouvait donner le type de contrat qu'ils avaient exigé au congrès de l'UMW, en 1976. La grève se transforma de plus en plus en une confrontation : d'un côté, les mineurs; de l'autre, les patrons et la Maison-Blanche.

Mais, au cours de la grève, n'apparut aucune direction de renouveau capable de poser une alternative à l'orientation de collaboration de classes pratiquée par Miller. Les mineurs ne manquaient pas de combativité, d'instinct de classe ou de mépris pour Carter et les politiciens capitalistes. Cela était évident pour tous les journaux et les chaînes de télévision qui les interviewaient. Ce qui manquait aux mineurs, c'était une nouvelle direction,

sortie des rangs du syndicat, et qui aurait pu ouvrir la voie à un défi politique aux patrons, par exemple en présentant des candidats ouvriers aux élections ou en mettant en avant la nécessité d'un parti ouvrier.

LA REPONSE DU SWP

Dans le reste du mouvement ouvrier, le rôle des bureaucrates syndicaux fut encore plus scandaleux que celui de Miller. George Meany, le dirigeant de la plus importante centrale syndicale, l'AFL-CIO (American Federation of Labor-Congress for Industrial Organization : Fédération américaine du travail-Congrès pour l'organisation de l'industrie), en appela ouvertement à Carter pour qu'il brise la grève. «*Si j'étais le président, dit Meany, j'ordonnerais la saisie des mines et je présenterais aux mineurs des conditions qu'ils peuvent accepter*» Il encouragea Carter à utiliser la loi Taft-Hartley, en déclarant : «*Nous ne le critiquerons pas.*»

Douglas Fraser, le président de l'UAW (United Auto Workers : Syndicat unifié des travailleurs de l'automobile), qui se présente souvent comme l'alternative «progressiste» à l'ultra-réactionnaire Meany, convint, lui aussi, qu'«*une prise en main des mines par le gouvernement, pendant une courte période, serait acceptable*». D'autres responsables syndicaux ignorèrent tout simplement la grève. Et ceci malgré le fait que l'admiration pour l'esprit de combat des mineurs est très répandue parmi les travailleurs en général et les syndicalistes, en particulier. De larges actions de solidarité auraient coupé l'herbe sous le pied aux tentatives du gouvernement d'isoler les mineurs en les rendant responsables de la «pénurie» d'énergie. Elles n'eurent pas lieu sur une grande échelle, ce qui était possible et nécessaire.

LES CONSEILS DE GEORGE MEANY

Les militants du Socialist Workers Party (SWP : Parti socialiste des travailleurs) ont souvent joué un rôle de premier plan dans l'organisation de la solidarité. Le Comité national du SWP, réuni du 23 au 26 février, décida d'intensifier le travail

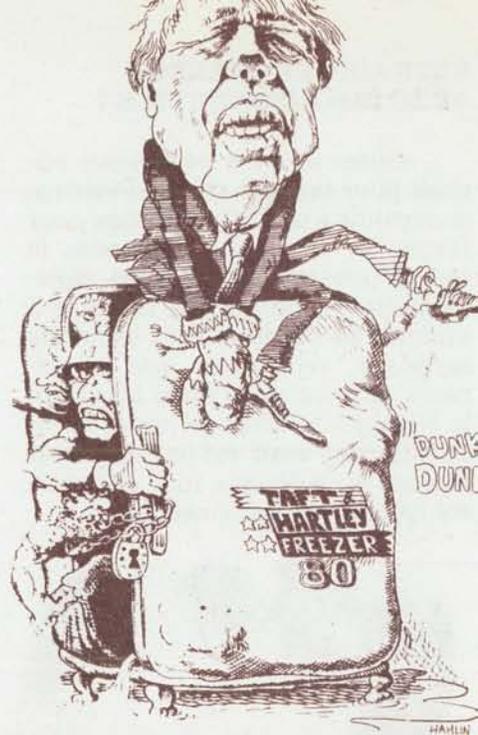
de soutien à la grève et d'en faire la tâche centrale du parti. Dans les syndicats où ils militent, les membres du SWP ont fait adopter des motions de solidarité, des résolutions d'appui financier et des initiatives de soutien à la grève des mineurs.

De nombreuses branches du SWP sont présentement engagées dans des campagnes électorales locales; partout, les candidats font de la défense des mineurs l'axe central de leur activité. Depuis la mi-1977, une branche du SWP existe à Morgantown, en Virginie occidentale, au coeur du pays minier. La Young Socialist Alliance (YSA : Alliance de la jeunesse socialiste) a contribué à l'organisation de comités de soutien et de réunions publiques sur les campus universitaires. Une campagne de diffusion spéciale de l'hebdomadaire socialiste *The Militant*, auprès des mineurs et d'autres travailleurs, a été mise sur pied. Chaque semaine, *The Militant* consacre une grande partie de ses pages à couvrir la grève, du point de vue de l'intérêt des mineurs, et à en tirer toutes les leçons politiques.

L'impact politique de la grève se fait déjà sentir bien au-delà des mines. La municipalité de New York a récemment entamé des négociations contractuelles avec les syndicats représentant les 200 000 employés de la ville. La municipalité y a annoncé de nouvelles restrictions de crédit. Les représentants syndicaux ont admis que l'exemple de la grève des mineurs imposait des limites aux concessions qu'ils étaient prêts à faire. «*Il faut que nous revenions avec quelque-chose*», disait Matthew Guinan, le président du syndicat des transports, «*sinon nous finirons comme Miller.*»

Le chef du syndicat des éboueurs, John DeLury, avertissait l'administration municipale que les syndicats auraient du mal à être aussi souples que par le passé. «*Nous aurons des grèves sauvages. C'est comme chez les mineurs. On ne peut plus contrôler. Nos hommes se mettront en colère. Ils sortiront pour la bagarre.*»

La presse, la radio et la télévision essaient d'insister sur les spécificités des mineurs : leur tradition de combat, leur indépendance farouche, leur isolement géographique



Paru dans «Internationalen», organe de la section suédoise de la IVe Internationale

que, le caractère dangereux de leur travail, leur disposition à se mettre en grève. Il y aurait beaucoup plus qu'une longue distance entre les vallées des Appalaches et les rues de Detroit. L'esprit de lutte de classe - évident dans la grève - est décrit comme quelque chose de propre aux mineurs de charbon.

Les éléments les plus lucides de la classe capitaliste ne sont certainement pas dupes de cette propagande. Ils savent que la haine de classe ne provient pas de l'air des montagnes ou de la poussière de charbon. Ils savent que les mineurs ne sont pas les seuls travailleurs capables de paralyser des branches entières de l'économie américaine.

«*Ils essaient de dire que nous n'avons aucune importance*», disait Gary Fleming, un mineur de Virginie occidentale : «*Ou encore que nous sommes des imbéciles. Mais il a suffi que nous croisions les bras pour qu'ils hurlent à l'état d'urgence national.*»

Les capitalistes américains se sont mépris sur la résistance des mineurs. Désormais, cette résistance, ils devront en tenir compte à chaque fois - et elles seront nombreuses étant donné l'état de leur économie capitaliste - qu'ils voudront s'attaquer aux travailleurs des chemins de fer, de l'automobile, des transports et de l'acier.

«Tous unis derrière les mineurs»

Déclaration du Socialist Workers Party

La déclaration suivante a été publiée le 8 mars par les candidats du Socialist Workers Party (SWP : Parti socialiste des travailleurs) aux élections locales dans les États de l'Ohio et du Kentucky. Elle constitue une prise de position officielle du SWP après le recours à la loi Taft-Hartley par le président des États-Unis.

* * *

● L'utilisation, par le président Carter, de la loi Taft-Hartley «d'esclavage du travail» constitue une terrible menace pour tout le mouvement ouvrier et pour les droits de tous les travailleurs.

A leur écrasante majorité, les mineurs ont démocratiquement rejeté les termes du contrat proposé par les patrons des mines. En donnant l'ordre aux mineurs de renoncer à leur seule arme - le droit de grève - et en les réquisitionnant, Carter foule au pied leur droit démocratique de décider dans quelles conditions ils acceptent de travailler.

La force des mineurs réside dans leur unité d'action et dans le large soutien dont leur lutte bénéficie de la part des autres travailleurs. Carter essaie de diviser les mineurs afin de les isoler et de fomenter la division au sein de l'United Mine Workers of America (UMWA : Syndicat unifié des mineurs américains).

Cette offensive pour diviser et régner se déroule sur plusieurs fronts :

* Les patrons, le gouvernement et les grands moyens d'information ont intensifié leur campagne d'intimidation en rendant les mineurs responsables des licenciements, des fermetures d'écoles et des coupures d'énergie. Les mineurs ont été pris comme boucs émissaires de tout, depuis la hausse des prix jusqu'à la chute du dollar.

* Les avertissements provocateurs à propos de la violence et les menaces d'utilisation des forces fédérales sont destinés à créer une fausse impression : ce serait le pouvoir d'intimidation d'une minorité, et non la solidarité de la vaste majorité qui empêcherait la réouverture des mines. Mais ce sont les mineurs qui sont les victimes de la violence, ils n'en sont pas les auteurs. D'ores et déjà, les jaunes ont tué deux membres de l'UMW.

* La Maison-Blanche dit qu'elle supprimera les tickets d'alimentation des grévistes. Selon cette logique cruelle, si les enfants des mineurs pleurent de faim, alors les grévistes, mis à genoux, réintégreront peut-être les puits.

* Dans l'espoir de diviser le syndicat et de contraindre certaines sections syndicales à se soumettre, Carter menace d'infliger de lourdes amendes à ces dernières et de traîner leurs responsables en justice, voire de les emprisonner. Si rien ne s'oppose à cet assaut contre l'UMW, d'autres syndicats et des millions de travailleurs sentiront bientôt claquer le fouet.

Dans les syndicats, dans les organisations noires et hispaniques, dans les groupes de femmes et les associations d'étudiants, un immense cri doit s'élever pour bloquer la tentative de Carter de briser la grève : «halte à l'agression du gouvernement contre les syndicats!» Maintenant, plus que jamais, les grévistes ont besoin d'argent, de nourriture et de manifestations de solidarité. Avec leurs caravanes acheminant leurs produits vers le Kentucky, les fermiers en grève ont montré la voie. Le don récent de deux millions de dollars par l'United Auto Workers (UAW : Syndicat unifié des travailleurs de l'automobile) est un exemple pour tous les syndicats. Il faut organiser des réunions et des meetings pour expliquer la vérité sur la grève des mineurs et sur leur juste cause.

Le discours de Carter, évoquant la loi Taft-Hartley, était un modèle de duplicité et de double langage. «J'ai la responsabilité de protéger la santé et la sécurité des Américains», a-t-il dit. Mais le droit à la santé et les garanties de sécurité dans leur conditions de travail figurent parmi les revendications essentielles des mineurs - Carter n'a jamais dit un mot en leur faveur. Les mineurs ne font-ils pas partie des Américains ?

«La loi sera appliquée», a dit Carter. Mais qu'en est-il des lois garantissant la sécurité des mines que la Blue Diamond Coal Company, comme des centaines d'autres compagnies minières dirigées par des patrons avides de profit, a violé jour après jour jusqu'à l'explosion de la mine de Scotia qui a coûté la vie à 26 mineurs ? Jusqu'à ce jour aucun patron n'est allé en prison ou n'a même payé d'amende pour ces 26 meurtres. Lorsque Carter parle «d'appliquer la loi», il veut dire envoyer ses espions et provocateurs du FBI pour bafouer la loi dans les mines, pour harceler les mineurs et leur tendre des pièges.

«Le pays ne peut pas attendre plus longtemps» d'être approvisionné en charbon, a dit Carter. Mais ce sont les compagnies minières - dominées par les trusts géants du pétrole, de l'acier et des grandes socié-

tés de service - qui, dans leur guerre contre l'UMW, détiennent en otage les emplois et le bien-être de millions de travailleurs.

En exigeant que le syndicat renonce aux avantages précédemment inscrits dans le contrat et agisse comme une police à l'égard de ses propres adhérents, les patrons ont délibérément provoqué la grève, en décembre dernier. Les propriétaires de mines se sont vantés d'«avoir donné une leçon» aux mineurs. Aucun politicien du Parti démocrate ou du Parti républicain - qu'il se soit prononcé en faveur de la loi Taft-Hartley ou de la saisie des mines - n'est jamais allé jusqu'à suggérer que la solution à la «crise», soit que les patrons se rendent aux raisons des mineurs. Ils sont tous d'accord pour que les mineurs se soumettent aux conditions des patrons.

Carter avertit solennellement qu'il ne tolérera «plus aucun accord laxiste générateur d'inflation». Mais la question des salaires n'a jamais été soulevée pendant la grève!

Afin de faire passer les mineurs pour cupides et irresponsables, Carter masque les véritables problèmes. Quels sont-ils ?

* Le droit aux soins médicaux : les patrons s'acharnent à vouloir détruire le système d'assistance médicale que les mineurs ont conquis il y a plus de trente ans. En lui substituant des assurances privées et en faisant payer des centaines de dollars les soins des mineurs et de leur famille, les compagnies minières s'apprêtent à empocher, chaque année, des millions de dollars de profits supplémentaires. Si le système d'assistance médicale de l'UMW est démantelé, les cliniques des régions minières qui en dépendaient seront forcées de fermer leurs portes. Des milliers de gens et des collectivités entières en subiront les conséquences dramatiques.

* Le droit à une retraite décente : les mineurs qui ont pris leur retraite avant 1976 ne touchent que la moitié de ce que reçoivent ceux qui l'ont prise plus tard. Les mineurs demandent que toutes les retraites soient égalisées à un niveau permettant de vivre décemment.

* Le droit de grève : cette revendication se heurte à l'opposition frénétique des patrons minières, des moyens d'information et des politiciens capitalistes. Ils prétendent que les mineurs sont paresseux et irresponsables, prêts à bloquer les mines pour un rien. Mais le droit de grève est une question de vie ou de mort.

Pour la seule année passée, 125 mineurs sont morts par suite d'accidents du travail, victimes de la soif de profit des compagnies minières et de leur mépris pour la sécurité des travailleurs. Les mineurs ont appris à se méfier des inspecteurs gouvernementaux du travail et des procédures truquées de plainte et d'arbitrage des patrons. Ils ne peuvent se fier qu'à eux-mêmes, qu'à leur propre capacité de paralyser la production quand les conditions de sécurité deviennent insuffisantes.

Les patrons demandent la répression féroce des grèves «sauvages» et veulent que les syndicats assurent la «paix sociale». Derrière cette formule se cache l'intensification des cadences, davantage de catastrophes minières et de morts de mineurs.

En se dressant pour défendre leurs droits contre les patrons et le gouvernement - et en luttant pour le contrôle du syndicat par la base - les mineurs se battent pour tous les travailleurs. Ils ont montré qu'il est possible de résister à l'offensive des capitalistes, qui veulent faire payer aux travailleurs l'irrationalité de leur système de profit.

La grève des mineurs a donné une idée du pouvoir impressionnant de l'action unie de la classe ouvrière. Mais jusqu'à présent les patrons ont conservé leur monopole sur le terrain politique, qu'ils utilisent pour miner la puissance ouvrière. C'est exactement ce que Carter cherche à accomplir avec la loi Taft-Hartley et les autres initiatives gouvernementales. Aussitôt que le combat gagne l'arène politique, il devient évident que les travailleurs n'ont ni voix ni instrument politique.

Les patrons disposent de deux partis : les démocrates et les républicains. Les travailleurs ont besoin de leur propre parti, d'un parti ou-

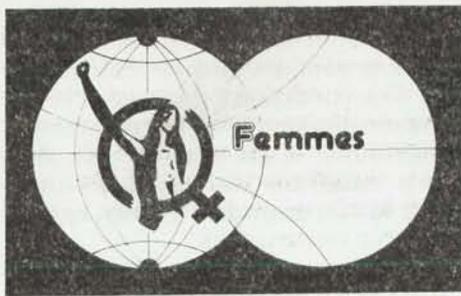
vrier de masse, indépendant, basé sur un mouvement syndical combatif et démocratique. Un tel parti serait un instrument redoutable pour mettre à nu les tentatives de division du gouvernement et pour unifier la classe ouvrière autour de la défense des mineurs.

Au contraire des démocrates et des républicains, un parti ouvrier s'opposerait vigoureusement à toute restriction de l'activité syndicale et du droit de grève.

Un parti ouvrier contribuerait à organiser la lutte pour les soins médicaux gratuits, pour une véritable sécurité des conditions de travail - pour tous les travailleurs - et la sécurité de l'emploi, une réduction des horaires, la fin des discriminations raciales et sexuelles et pour d'autres revendications encore. Il combattrait pour remplacer le gouvernement actuel d'une riche minorité par un gouvernement démocratique des travailleurs.

Aujourd'hui c'est dans la grève des mineurs que se mène la bataille pour la défense des droits de tous les travailleurs. Dressés face à la violence de la classe dominante et à ses mauvais coups, les mineurs ont besoin du soutien le plus large possible.

Tous unis derrière les mineurs !



Femmes

La lutte dans les entreprises

L'existence même d'une loi stipulant l'égalité des salaires a joué un rôle important dans le développement de la conscience des travailleuses, suscitant chez elles une volonté de se battre pour l'application de ce droit.

Jacqueline HEINEN

● Dans la plupart des cas, on le sait, les salaires des femmes sont plus bas que ceux des hommes parce qu'elles occupent des postes inférieurs et non qualifiés. Cependant, dans des entreprises à majorité féminine, c'est le plus souvent pour un travail identique que les femmes sont plus mal payées. Presque toujours, sans que les patrons aient besoin de s'en expliquer. «C'est normal, puisque ce sont des femmes»... Et lorsqu'ils sont accusés parce que les ouvrières ont dit non et qu'elles se sont mises en grève pour protester contre cette injustice, certains d'entre eux ont le culot de «justifier» la chose en affirmant qu'il est normal pour les femmes de gagner 20% de moins que les hommes pour un même travail puisqu'elles travaillent 20% de moins qu'eux.

LA LUTTE POUR LE SALAIRE EGAL

La lutte victorieuse de la «Trico» qui avait duré plus de cinq mois en 1976 fut un moment décisif dans la bataille des ouvrières anglaises pour l'application de la loi sur le salaire égal. Ce n'est pas par hasard si c'est en Grande-Bretagne que se sont déroulées le plus grand nombre de luttes sur ce thème durant les dernières années. Devant la radicalisation croissante des femmes, devant la force toujours plus grande du mouvement de libération des femmes - dont la naissance dans ce

pays avait coïncidé avec les premières grèves pour l'égalité de salaire -, la bourgeoisie anglaise se vit obligée de faire quelques concessions.

C'est ainsi qu'à l'issue de «l'Année internationale des femmes», elle instaura formellement le «Equal Pay Act» (décret sur le salaire égal) qui devait permettre aux travailleuses de recourir à des tribunaux administratifs en cas d'inégalité de salaire. Les résultats des innombrables recours engagés par des travailleuses sont à la mesure de la justice bourgeoise : combien de femmes n'ont-elles pas vu leurs plaintes déboutées par les «commissions spéciales» chargées d'examiner leur cas ? Tous les prétextes étaient bons pour «prouver» que le travail en question n'était pas exactement identique à celui des hommes de la même entreprise. Beaucoup ont eu gain de cause cependant. Du moins sur le papier... car dans de très nombreux cas, les travailleuses ont dû se mettre en grève pour contraindre leur patron à reconnaître le jugement du Tribunal. La lutte de la «Trico» est l'une des plus connues parce qu'elle a suscité un large mouvement de solidarité au sein du mouvement ouvrier et du mouvement autonome des femmes.

C'est avant tout parce qu'elles ont refusé de faire confiance à la justice des patrons, ne comptant que sur leurs propres forces et boycottant les tribunaux lorsque leur cas est venu en audience que les ouvrières de cette fabrique de pièces

détachées pour automobiles sont parvenues à imposer l'abolition des catégories salariales les plus basses et les discriminations dont elles étaient l'objet. Néanmoins, l'existence même d'une loi stipulant l'égalité des salaires a joué un rôle important dans le développement de la conscience des travailleuses, suscitant chez elles une volonté de se battre pour l'application de ce droit, comme on l'a vu chez Electrolux, dans l'entreprise d'électronique Magnetovox, dans l'entreprise textile Laird Portch en Ecosse ou parmi les téléphonistes irlandaises. Dans tous les cas, le degré de satisfaction des revendications avancées a dépendu largement de l'ampleur du soutien du mouvement ouvrier. Souvent les syndicats n'ont appuyé la grève que du bout des lèvres.

Il ne s'agit pourtant pas là d'une lutte secondaire puisqu'elle met à jour tout ce qui fonde l'inégalité des salaires : l'absence de formation et de qualification, la double journée de travail des femmes à l'origine de leur absentéisme plus élevé («elles travaillent 20% de moins»...) puisque ce sont toujours elles qui restent à la maison lorsqu'il y a un enfant malade; les discriminations sociales et culturelles «justifiant» qu'elles n'accèdent presque jamais aux postes de responsabilité, etc. Et ce n'est pas une lutte secondaire du point de vue du rapport de force qu'elle impose face aux intérêts patronaux. On sait ce qu'a coûté la longue lutte victorieuse.

se des ouvrières de la Compagnie des Téléphones aux USA en 1973 : le tribunal s'étant prononcé en faveur de leur revendication, la compagnie a été obligée de déboursier 38 millions de dollars pour verser aux travailleuses le complément de salaire rétroactif qui leur était dû.

DU TRAVAIL POUR TOUTES

C'est pourtant à propos de la bataille pour le maintien de l'emploi que l'on retrouve le plus de similitudes dans les luttes de travailleuses au niveau international. Dans des secteurs à majorité féminine que sont le textile, l'électronique, l'horlogerie par exemple, les fermetures d'entreprises sacrifiées aux projets de rentabilisation des patrons ne se comptent plus et les occupations d'usines non plus. Depuis la lutte des LIP dont on ne redira jamais assez qu'elle est avant tout le fait de femmes, d'innombrables travailleuses se sont appuyées sur cet exemple pour reprendre à leur compte le slogan : «*Ici on travaille, on produit, on vend*».

De la grève de l'entreprise de confection Sogantal au Portugal, jusqu'aux multiples grèves avec occupation dans les usines du textile et de la confection en France (Cerisay, CIP, Saint-Joseph, Lothar's, Rhône-Poulenc, Manupro, etc.), des milliers d'ouvrières ont fait l'expérience de luttes actives où elles étaient confrontées à des problèmes de gestion nouveaux pour elles, mais surtout à la nécessité d'un débat politique face aux résistances des organisations ouvrières à soutenir la bataille qu'elles menaient.

Si de tels affrontements ont suscité parfois un très grand scepticisme quant à l'utilité des syndicats, ils ont également renforcé la décision chez nombre d'ouvrières, de participer à la transformation de leur organisation syndicale pour en faire un instrument capable de défendre les intérêts de tous les travailleurs, et en premier lieu des couches les plus exploitées et les plus opprimées.

Du travail pour toutes, cela implique notamment de lutter contre les restrictions de crédits qui, dans tous les pays, tendent à faire des

économies sur le dos des travailleurs et des usagers des hôpitaux, des crèches, des écoles.

La lutte des travailleurs et travailleuses anglais, confrontés à la fermeture d'une série d'unités hospitalières depuis quelques mois, est un exemple pour la classe ouvrière tout entière. Non seulement parce que le personnel et les infirmières des hôpitaux Elisabeth Garret Anderson, Houslow, Weir et Plaistow ont décidé d'occuper leurs services respectifs devant les menaces de la «rationalisation» émanant du gouvernement travailliste, mais parce qu'ils l'ont fait la plupart du temps contre l'avis des directions syndicales.

«Du travail pour toutes», cela veut dire aussi que doivent être pris en compte les besoins de celles qui sont mères de famille, avec l'ouverture de crèches sur les lieux de travail puisqu'il n'en existe pas dans le quartier, dans la plupart des cas.

Cela veut dire obliger les patrons à ouvrir des cantines bon marché pour celles - l'immense majorité - que le développement anarchique des villes empêche de rentrer chez elles à midi vu la durée du trajet. C'est là-dessus que portait en 1976 la première lutte des ouvrières d'Induyco, fabrique de textile à Madrid. C'est à partir de là qu'elles ont pris conscience de l'oppression spécifique qu'elles subissaient, de la façon dont le patron profitait de ce qu'elles étaient femmes pour les manipuler. Six mois plus tard, elles repartaient en grève pour des motifs essentiellement politiques, exigeant la réintégration de deux ouvrières licenciées pour avoir pris une part trop active à la première lutte. Du travail pour toutes, cela veut dire lutter contre les effets désastreux des conditions de surexploitation qui empêchent les femmes de tenir le coup.

DANS LES GRANDS MAGASINS

De cela, sont témoin les luttes qui ont uni sur de mêmes objectifs les employées des grands magasins. Que ce soit à Simago ou au Corte Ingles à Madrid, chez Sainsbury's en Grande-Bretagne ou aux Nouvelles Galeries en France, les revendications de celles qui sont traitées

comme des objets dans ces monstres que sont les grandes chaînes de magasins sont les mêmes : amélioration des conditions de travail, suppression des heures supplémentaires obligatoires, augmentation des salaires, cessation des brimades des petits chefs, droit de s'asseoir, entre autres.

Lors de la seconde grève d'Induyco, beaucoup de vendeuses ont arrêté le travail en signe de solidarité avec les piquets organisés à l'entrée du magasin pour demander aux gens de ne pas entrer et de boycotter la vente. Ce type de luttes se situe à la charnière des luttes évoquées plus haut, intervenant dans des secteurs traditionnels du prolétariat féminin mais ayant intégré certaines formes parmi les plus avancées des expériences de la classe ouvrière durant ces dernières années, elles reflètent aussi la radicalisation des femmes et marquent l'influence du mouvement autonome parmi les travailleuses.

La double journée de travail, l'indépendance économique et sociale des femmes, la division des tâches, sont autant de thèmes qui surgissent de plus en plus fréquemment.

LES NETTOYEUSES AUSSI

Dans l'hôtellerie par exemple, où l'instabilité du personnel est une dominante vu les bas salaires et les méthodes de direction (souvent près de 75% du personnel sont renouvelé annuellement), les femmes qui forment plus des deux-tiers des employés ont commencé à se rebeller. Le Portugal avait déjà été marqué par une série d'occupations d'hôtels en 1975. Mais cela se situait dans le cadre d'une situation politique bien spécifique.

Aujourd'hui, en Grande-Bretagne, ce sont les lingères, les nettoyeuses, les cuisinières de la chaîne «Trust House Forte» (THF) qui sont entrées en grève. L'an passé, elles ont réclamé des augmentations de salaire, organisant des piquets devant l'hôtel Randolph à Oxford pour dire aux clients qu'elles gagnaient moins de 20 livres sterling (moins de 200 FF) par semaine, à

peine la moitié du salaire hebdomadaire d'un travailleur manuel et près d'un tiers de moins du salaire d'une ouvrière.

Les pressions conjointes des deux syndicats de l'hôtellerie (divisés en deux) pour faire stopper la grève ne leur ont pas permis d'obtenir satisfaction. Cela n'a pas empêché les employées du Métropole à Londres - appartenant à la même chaîne - d'engager quelques mois plus tard une grève pour l'obtention d'un salaire minimum de 50 livres, avec une participation à la lutte de près de 100% des travailleuses concernées (la très grande majorité du personnel se compose de femmes).

Mais ce sont aussi des femmes nettoyant les bureaux durant la nuit et les travailleuses domestiques qui ont commencé à s'organiser. Ce qui, pour elles, est particulièrement difficile vu leur isolement. Après la fameuse grève des travailleuses de nuit en Grande-Bretagne, en 1971, et celles des femmes de ménage en Suède quelques années plus tard, (deux grèves qui apparaissaient alors comme exceptionnelles), c'est dans la plupart des pays européens qu'on assiste à l'entrée en lutte de ces femmes dont le travail est à peine considéré comme tel, tant il apparaît comme une extension « naturelle » des tâches « féminines » quotidiennes.

Déjà il y a deux ans, au Portugal, elles s'étaient regroupées pour fonder un syndicat et ouvrir un centre de travailleuses domestiques dans plusieurs villes du pays. Les Espagnoles ont suivi leur exemple; au début du mois de février 78, les «limpiezas» (nettoyeuses de bureaux) entraient en lutte en Euzkadi, débattant de leur plate-forme revendicative en assemblée générale et formant des piquets de grève. Les «chachas» (employées domestiques) de leur côté, se sont enfermées dans une église pour populariser leur action et faire valoir leurs revendications. Dans tous les cas, la bataille a d'abord porté sur la reconnaissance d'un contrat de travail par les employeurs, incluant la semaine de 40 heures, le droit à la sécurité sociale, à un mois de congé, à un salaire minimum.

L'un des problèmes essentiels pour ces travailleuses, c'est d'arriver à organiser de manière permanente toutes ces femmes atomisées dans des bureaux vides, ou dans une famille où le paternalisme n'a d'égal que la surexploitation et les pressions psychologiques. C'est ce que sont parvenues à faire les nettoyeuses et travailleuses domestiques au Canada - pour la plupart des immigrées - qui se réunissent maintenant de manière régulière et tentent de briser leur isolement. Quant aux travailleuses du «Balai libéré» en Belgique, elles ont décidé de se passer de patron après une grève de trois semaines en 1975 qui les a éclairées sur les méthodes patronales. Elles ont convoqué le patron pour lui signifier son licenciement et se sont mises en coopérative. Les débuts ont été difficiles, mais elles sont parvenues à augmenter leur salaire qui a doublé en trois ans. Leur action a eu un certain impact puisque depuis lors, d'autres femmes ont commencé à s'organiser. Un groupe de femmes de ménage autonome a notamment réalisé un film qui est passé à la télévision belge. Elles y expliquent leurs conditions de travail et terminent sur des revendications similaires à celles qui sont avancées par leurs soeurs portugaises, espagnoles ou canadiennes.

On pourrait citer d'autres exemples de catégories nouvelles de travailleuses qui entrent en lutte. Les hôtesse de l'air allemandes réclament une stabilité d'emploi et l'abolition des règlements qui les transforment en objets sexuels; les femmes de commerçants et d'artisans ont décidé de se regrouper dans le nord de la France pour faire reconnaître leur statut de travailleuses, elles qui n'ont droit à aucun salaire et n'ont pas de droits sociaux, sous prétexte qu'elles effectuent des travaux de comptabilité, de secrétariat ou qu'elles assurent la vente en même temps qu'elles surveillent la soupe ou s'occupent des enfants. Quelles que soient les tendances, souvent corporatistes, qui marquent encore des luttes comme celles-ci, elles en disent long sur la prise de conscience des femmes en général, sur leur volonté de ne plus être considérées comme des mineures éternellement dépendantes du travail de leurs maris, de leurs frères ou de leurs pères.

CELLES DONT LE TRAVAIL EST INVISIBLE

Enfin, il faut souligner l'importance des premiers regroupements des travailleuses à domicile. Ces dernières, dont le travail épuisant se traduit souvent par des journées de 15 à 18 heures - et parfois plus - avec le temps passé à s'occuper du ménage et des enfants, n'avaient jusque-là jamais réellement pris conscience qu'elles étaient des travailleuses salariées comme les autres. L'imbrication de leur travail avec les tâches domestiques, l'isolement, l'absence de patron en chair et en os à qui se confronter (elles ne voient jamais qu'un intermédiaire qui passe leur apporter les bouts de tissu ou de cuir, les pièces qu'elles doivent assembler; l'attitude du mari souvent violemment opposé au fait que sa femme travaille en usine, mais acceptant qu'elle fasse exactement le même travail à la maison pour un salaire deux à trois fois moindre : ce sont là autant d'éléments qui contribuent à occulter chez elles le fait qu'elles font partie de la classe ouvrière.

Elles assimilent plutôt leur travail au travail domestique. Pourtant, pour la première fois dans l'histoire, des travailleuses à domicile ayant perdu leur emploi à la suite de la récession dans le textile ont rejoint des comités de chômeurs à Naples en 1976, suivies par des ménagères qui n'avaient jamais eu d'emploi et ceci dans une compréhension commune de ce que leur situation respective était le résultat d'une politique délibérée du capitalisme et de leur absence de formation.

A la même époque, dans le nord de la France, des femmes qui se trouvaient dans la même situation engageaient une action pour faire reconnaître leur droit à une indemnisation de chômage partielle. Après un mois de mobilisation et l'occupation du bureau régional des textiles et cuirs, elles obtenaient finalement satisfaction. En Grande-Bretagne, des groupes d'action de travailleuses à domicile venant de toute l'Angleterre se sont rencontrés l'automne dernier à Birmingham pour débattre de la bataille à mener. Avant tout, elles réclamaient une augmentation de leur salaire qui en

général était encore plus bas que celui de l'hôtellerie ou des nettoyeuses. Elles exigeaient une législation protégeant leur emploi et elles envisageaient parfois de fonder des coopératives pour échapper au racket des exploitants. Dans tous les cas, le soutien apporté par certaines fédérations syndicales ou par des groupes du mouvement autonome des femmes à ces travailleuses s'est avéré décisif pour leur permettre de surmonter leur isolement et d'engager une action collective.

Dans l'ensemble des luttes touchant les secteurs que nous venons d'évoquer, il faut dire l'importance de la participation des femmes immigrées, parmi les plus exploitées et les plus opprimées de tous ces pays. Souvent sans famille et handicapées par leur ignorance de la langue, ce sont cependant elles que l'on retrouve aux premiers rangs de la bataille parce qu'elles sont les premières concernées.

LA REMISE EN CAUSE DE LA DIVISION TRADITIONNELLE DES TACHES

Un autre élément important de cette entrée en lutte massive des travailleuses, ce sont les objectifs nouveaux qu'on voit surgir dans les grèves : la dénonciation du travail à temps partiel, par exemple; l'exigence de la féminisation des emplois traditionnellement masculins; la dénonciation de conditions de travail affectant la santé des travailleurs et des femmes enceintes en particulier. De nombreuses mères de famille, épuisées par leur double journée de travail, continuent à considérer le travail à temps partiel comme la seule solution permettant de concilier travail salarié et tâches familiales.

Cependant, un travail à temps partiel, cela se traduit dans la plupart des cas par l'instabilité et l'absence de garantie d'emploi, les patrons embauchant du personnel aux périodes où cela les arrange; par l'absence de responsabilité dans le travail; par l'élévation du rendement individuel; par la non rétribution des heures supplémentaires considérées comme «normales» puisqu'en deçà des 40 heures hebdomadaires; et en conséquence, par une plus faible capacité d'organisation du personnel en question.

Autant de gagné pour les patrons. C'est ce qu'a très bien compris la Fédération patronale belge qui a engagé toute une campagne dans ce sens - dans le secteur du commerce en particulier - sous prétexte d'une «répartition équitable du travail disponible». Et à qui s'adressent-ils en premier lieu ? Aux femmes, bien sûr. C'est une façon comme une autre d'insérer partiellement la main-d'oeuvre de réserve qu'elles représentent en ayant la possibilité à chaque instant de les renvoyer chez elles dès que se posent des problèmes de chômage. A ce type de fausses solutions, les délégués du syndicat du commerce ont répondu «non» de manière décidée, soutenues par le mouvement des femmes qui a organisé le 11 novembre dernier, une journée d'action contre le chômage, mettant au centre des revendications la diminution du temps de travail pour tout le monde. Seule cette revendication permettra de se battre contre la division sociale du travail et contre la division du travail entre hommes et femmes dans la famille comme dans la société en général.

De leur côté, les travailleuses de la Mondadori en Italie arrivent aux mêmes conclusions. Dans le cadre de la lutte générale que mène la classe ouvrière italienne pour la défense de l'emploi, elles insistent sur le fait que les emplois «typiquement féminins» ainsi que le «turn-over» caractéristique des secteurs à majorité féminine, sont directement liés à l'absence de qualification des femmes et que le travail à temps partiel ne fait que renforcer cet aspect de la situation des femmes au travail.

Face aux offensives du patron pour imposer le travail à temps partiel, elles proposent donc non seulement la mise sur pied d'une commission informant les femmes sur les conséquences d'un tel choix, mais surtout une bataille pour que ce type d'emploi n'entraîne aucune des discriminations évoquées plus haut et qu'il soit assuré aussi bien par des hommes que par des femmes.

Cette bataille s'inscrit dans une lutte plus générale pour imposer un contrôle sur le «turn-over» particulièrement important dans cette entreprise, et sur le maintien des quo-

tas de femmes employées, comparativement à ceux des hommes. Le document extrêmement avancé qu'ont publié conjointement le groupe de femmes et la commission féminine syndicale de la Mondadori ouvre, au travers de ces exigences, tout un débat sur la relation entre le privé et le public, sur le rôle traditionnel des femmes, sur leur isolement et sur la lutte qu'il faut engager pour sortir de cette situation.

ACCEDER AUX MEMES EMPLOIS QUE LES HOMMES

La lutte pour les quotas et pour l'engagement préférentiel de femmes dans certains secteurs traditionnellement masculins, cela fait plusieurs années que des travailleuses américaines l'ont engagée. Dans le cadre de la bataille plus générale pour l'ERA (Equal Rights Amendment : l'inscription dans la Constitution d'un article assurant l'entière égalité entre hommes et femmes), elles sont parvenues à imposer sur le plan légal, que 20% des apprentis entrant dans le secteur de la construction soient désormais des femmes. De même dans les mines, sept femmes ont remporté une victoire importante l'automne dernier contre la compagnie minière Island Creek dans le Kentucky. Cette dernière, qui emploie déjà environ 200 femmes dans le travail de la mine, avait refusé de les engager sous le simple prétexte qu'elles étaient de sexe féminin. Ces sept femmes se sont alors tournées vers les tribunaux qui ont non seulement décrété que la compagnie devrait verser 41 000 dollars de salaire rétroactif aux ouvrières qui avaient subi ce préjudice, mais que dans un cas sur deux pour les engagements à venir, elle devrait donner prioritairement du travail à l'une des 276 femmes qu'elle avait refusées jusque là. Au-delà, lorsque la liste serait épuisée, la compagnie devrait continuer à engager des femmes à raison d'un engagement sur quatre, jusqu'à ce que 20% de la main d'oeuvre de l'entreprise soit féminine.

C'est le quatrième cas où les tribunaux imposent ce genre de solution aux patrons convaincus que les femmes devraient être exclues de certains travaux. Même si c'est essentiellement à travers des batailles juridiques que de telles victoires ont

été obtenues, même si l'application de telles mesures dépend bien sûr du rapport de force existant entre le syndicat et le patronat, et par conséquent de la possibilité qu'ont les femmes de faire valoir leur point de vue dans les organisations ouvrières, il ne s'agit pas moins d'un pas en avant dans la bataille que mènent les femmes contre tous les aspects des discriminations qu'elles subissent quotidiennement et contre les discriminations dans la formation et dans l'emploi en particulier. Les travailleuses de la Chrysler en Grande-Bretagne sont, elles aussi, parvenues à imposer de ne plus être exclues de certains travaux dans l'entreprise.

LA NOCIVITE QUI TUE

Il faut souligner l'ampleur qu'a prise en Italie la lutte contre la nocivité du travail et, dans ce cadre, contre les conditions de travail qui sont à l'origine de nombreuses fausses-couches parmi les femmes travaillant à la chaîne, de cancers du sein ou des organes génitaux. L'emploi de substances nocives sans protection, les rythmes inhumains sont les principales causes de ces maladies très rarement reconnues comme résultant du travail.

Ainsi se trouve posée la question de l'organisation des femmes, de leur participation active dans les syndicats. Dans un document sur l'avortement rédigé au printemps dernier, les travailleuses de l'Intercatégorielle de Turin (structure intersyndicale rassemblant également des femmes inorganisées et des chômeuses), dénoncent le fait que les syndicats se sont refusés jusqu'ici à inscrire l'avortement dans les plates-formes revendicatives, sous prétexte qu'il ne s'agissait pas là d'une revendication d'ordre syndical. Le document qu'elles ont produit, tout comme celui des ouvrières de la Mondadori met le doigt sur un point décisif de la bataille à mener dans les organisations syndicales, à savoir toutes les questions sociales (éducation, crèches, avortement, etc.) à propos desquelles les femmes se radicalisent.

Tant que cela ne sera pas le cas, la masse des travailleuses continuera à ne pas se sentir concernée

par les débats du mouvement ouvrier. Tant que des luttes n'auront pas permis de remporter des victoires significatives à ce propos, elles continueront, pour des raisons objectives, à ne pas pouvoir participer aux activités syndicales. Et surtout, tant que la bureaucratie syndicale continuera à négliger les intérêts de la couche particulièrement oppri-

mée des travailleuses, lors de grèves aussi élémentaires que celles pour l'égalité des salaires et pour le maintien de leur emploi, il n'y a aucune raison de penser que les femmes se déferont de la méfiance profonde qu'elles ressentent aujourd'hui vis-à-vis d'organisations qui n'ont eu que trop tendance, dans l'histoire, à défendre les intérêts masculins.

Israël

Inprecor-Intercontinental Press

enfin autorisé dans les prisons sionistes

Depuis plusieurs années, les prisonniers politiques se battent pour obtenir le droit de lire de la littérature politique dans les prisons israéliennes. Quoique la Cour Suprême ait décidé il y a trois ans que toute littérature autorisée hors des murs des prisons l'est automatiquement dans les prisons même, le fait est que les prisonniers politiques n'arrivent que très rarement à recevoir l'autorisation des autorités pénitentiaires en ce qui concerne la littérature révolutionnaire.

Il y a environ six mois, Udi Adiv, condamné à 17 ans de prison lors des procès de Haïfa, faisait à nouveau appel devant la Cour Suprême pour que celle-ci ordonne aux autorités de la prison de Ramlé de lui laisser recevoir *Inprecor*, *New-Left Review*, *Matspen marxiste* ainsi que les écrits de Marx, Lénine, Trotsky, Mao, etc. Un prisonnier de droit commun, Yossef Frankel, exigeait quant à lui le droit de recevoir le livre de Felicia Langer «*With My Own Eyes*» (*Vu de mes propres yeux*) ainsi qu'une brochure du professeur Israël Shahak, «*Le Sionisme tel qu'il est*», publié par la LCR.

Lors de la première séance du tribunal, le parquet annonçait qu'il ne s'opposait pas à ce que les «*classiques*» de la littérature socialiste

soient lus dans les prisons. Il maintenait par contre son opposition en ce qui concerne les autres publications.

Le 16 février, l'audience était réouverte. Après une longue plaidoirie de Maître Lea Tsemel, insistant surtout sur le renom international des revues en question et de leurs éditeurs et sur le fait que si certains articles traitaient éventuellement, comme l'affirmait l'accusation, des problèmes de tortures et de mauvais traitements des prisonniers politiques, ces derniers n'avaient pas besoin de journaux pour confirmer ou infirmer ces faits qui sont leur lot quotidien, et de toute façon tout journal, y compris les journaux sionistes, passaient par une censure préalable des autorités pénitentiaires, le tribunal décidait d'autoriser *New-Left Review* et *Inprecor*, remarquant d'ailleurs que ce qui était valable pour *Inprecor*, l'était évidemment pour sa nouvelle édition sous le nom de *Intercontinental Press-Inprecor*.

Quant à la brochure de Shahak sur le sionisme, le livre de Felicia Langer et *Matspen Marxiste*, la Cour Suprême s'est donnée quelques semaines pour donner son verdict.

Israël sème la terreur au Liban

Déclaration du Secrétariat unifié de la IV^e Internationale

sur l'agression sioniste au Liban

L'Etat sioniste a déclenché une nouvelle guerre d'agression contre le Liban méridional. Il a bombardé des camps palestiniens, des villes et des villages libanais; il a utilisé les armes les plus barbares employées par l'impérialisme américain au Vietnam; il a massacré des centaines d'hommes, de femmes et d'enfants; il a provoqué un exode tragique de populations chassées de leurs terres et privées de toutes ressources; il a lancé une vague de répression dans les régions anciennement occupées. Une fois de plus, il a pris la responsabilité de créer une situation susceptible de déboucher sur une guerre dont les conséquences internationales risqueraient d'être effroyables.

En se camouflant derrière de faux prétextes, le gouvernement de Jérusalem a voulu infliger à la résistance palestinienne l'un des coups les plus durs qu'elle ait jamais reçus. Il cherche à établir un contrôle sur le Liban du sud - y compris par une collaboration avec les réactionnaires libanais - pour créer des conditions plus favorables à l'établissement d'un accord de «paix», fondé sur la négation des droits les plus élémentaires du peuple de Palestine et sur le maintien de toutes les conquêtes territoriales de l'expansionisme sioniste.

A l'initiative du gouvernement des Etats-Unis qui veut permettre aux classes dominantes arabes de sauver la face, l'ONU a adopté une résolution hypocrite qui évite toute condamnation explicite de l'invasion du Liban et décide une nouvelle expédition des «casques-bleus». Ceux-ci n'auront d'autre tâche que de sauvegarder, contre le mouvement palestinien, le nouveau statu-quo après que l'armée sioniste aura accompli sa mission de «nettoyage».

A nouveau, les Etats arabes ont révélé leur choix fondamental. Le Front dit de la «fermeté» est resté passif, confirmant ainsi le caractère démagogique de ses déclarations tonitruantes.

Les dirigeants égyptiens redoutent l'éclatement d'une crise de leur régime provoquée par la lamentable faillite de la diplomatie de «paix» de Sadate. La Syrie, responsable de la «force arabe de dissuasion» s'est bien gardée de voler au secours des Palestiniens. En fait, toutes les classes dirigeantes arabes, par leur attitude, ont prouvé qu'elles ne veulent prendre aucun risque pour défendre les droits légitimes du peuple palestinien. Elles envisagent avec une complaisance cynique un affaiblissement de la résistance palestinienne aujourd'hui tragiquement isolée.

Les dirigeants sionistes se sont emparés de l'initiative terroriste de Tel-Aviv pour tenter de justifier, avec l'appui de la presse internationale, l'invasion du Sud-Liban.

En réalité, cette opération militaire était planifiée de longue date. Il ne leur manquait que le prétexte. L'action désastreuse des commandos du Fatah le leur a malheureusement fourni.

Solitaires et acharnés, les feddayins ont opposé une résistance acharnée au *Blitzkrieg* israélien. Victimes de l'abandon des Etats arabes et poussés dans une impasse par l'orientation stratégique de la direction de l'OLP, les combattants courageux de la résistance palestinienne ont, plus que jamais, besoin de la plus large solidarité internationale.

Les organisations ouvrière du monde entier doivent se mobiliser contre le génocide perpétré par le gouvernement sioniste. Il faut exiger le retrait immédiat des troupes israéliennes du Liban et dénoncer l'installation de contingents de l'ONU arrivés derrière les tanks israéliens. Il faut s'opposer à la fermeture des bureaux de l'OLP, envisagée par certains gouvernements.

Soutenons le mouvement palestinien dans sa lutte héroïque pour son existence et ses droits légitimes.

Israël hors du Liban !
Non à l'intervention de l'ONU !

22 mars 1978